

Working Paper drafted for the workshop:

***Child and Youth Migration in West Africa:***

***Research Progress and Implications for Policy***

Organised by the Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty  
University of Sussex and Centre for Migration Studies, University of Ghana

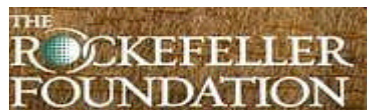
9<sup>th</sup>-10<sup>th</sup> June 2009, Hotel Alisa, Accra

**DE JEUNES TRAVAILLEUSES MIGRANTES SI (IN)VISIBLES :  
LES “PETITES DOMESTIQUES” D’AFRIQUE DE L’OUEST  
PERSPECTIVES COMPARATIVES A PARTIR DE L’EXEMPLE DES FILLETES ET  
JEUNES FILLES AU TRAVAIL A ABIDJAN**

Mélanie Jacquemin

July 2009

With additional funding from:



This paper may be reproduced free of charge in any format provided the source is acknowledged.

## Introduction

12 juin 2004 – 3<sup>ème</sup> Journée Mondiale contre le Travail des Enfants :

« 10 millions d'enfants bons à tout faire. Le travail domestique est le premier employeur des jeunes filles dans le monde. [...] Les enfants qui travaillent comme domestiques sont aujourd'hui le groupe le plus vulnérable des enfants qui travaillent dans le monde » (déclaration de l'OIT)

"Efforts against child labour often overlook domestic workers [...] Millions of girls are trapped in poorly paid jobs as domestic servants." (déclaration de l'UNICEF)

On peut s'étonner de la relative nouveauté de l'attention portée à l'emploi domestique des enfants. Alors que le travail et l'exploitation des enfants se situent désormais au cœur des préoccupations des instances internationales spécialisées (OIT, UNICEF) et des ONG concernées, que le sujet suscite un intérêt croissant de la part des chercheurs en sciences sociales et qu'il a trouvé une visibilité médiatique, la question du travail domestique des enfants est restée longtemps méconnue, voire négligée. Depuis une quinzaine d'années, elle fait cependant l'objet d'un engagement nouveau de la part des institutions internationales et des O.N.G. Le travail de ces dernières – dans un contexte où l'attention publique et les politiques institutionnelles portent prioritairement sur les « pires formes du travail des enfants » et particulièrement sur la situation spécifique des filles<sup>1</sup> –, ainsi que les relais médiatiques ont permis à ces « 10 millions d'enfants bons à tout faire » ( [quotidien français], 11/06/2004) d'occuper une place nouvelle dans la conscience publique et les programmes de développement. En juin 2004, la publication du rapport du BIT intitulé

, officialise cette prise en compte inédite des activités domestiques dans la problématique générale du « travail des enfants ».

À l'échelle mondiale, l'ampleur du phénomène des enfants domestiques est aujourd'hui dévoilée, si bien que d'invisible, il est subitement devenu dans nombre de pays du Sud un « problème de société ». À ce titre, il appelle bien sûr à l'action. Et devant la gravité de certaines situations, il mérite certes d'être dénoncé comme un scandale pour le sens moral. Mais ce n'est pas là le rôle du chercheur. Il n'est aucunement besoin de justifier que des priorités d'action portent sur des situations caractérisées comme relevant d'une forme d'esclavage, de trafic ou de servitude pour dettes. Cependant, on ne saurait sérieusement émettre l'hypothèse que ces situations extrêmes concernent à l'heure actuelle à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest,

---

<sup>1</sup> Cf. La Convention 182 et la Recommandation 190 de l'OIT (juin 1999), qui portent sur « l'interdiction et l'action immédiate pour l'élimination des pires formes du travail des enfants ».

une majorité de “petites domestiques”, même si toutes les observations confirment qu’une majorité d’entre elles travaillent et vivent dans des conditions très difficiles.

En Afrique de l’Ouest, le phénomène des “petites domestiques” n’est pas nouveau. Contrairement à ce que l’on pourrait croire, il n’est pas apparu avec la récession et les Programmes d’Ajustement Structurel (PAS) qui touchent l’économie de la plupart des pays de la sous-région depuis les années 1980. Mais le phénomène s’est transformé, complexifié, notamment sous l’effet de la crise économique. La nouveauté tient à des formes inédites de mise au travail domestique des enfants, formes qui se sont développées au cours de ces 20 dernières années.

Malgré la multiplication des recherches sur l’emploi domestique, force nous est de reconnaître que les enquêtes approfondies restent encore en nombre insuffisant pour saisir l’étendue et la signification des questions que pose aujourd’hui le service domestique juvénile, pour mieux en comprendre les dimensions multiples et les évolutions, finalement pour construire une connaissance solide qui puisse orienter une action politique appropriée aux besoins spécifiques qu’expriment ces très jeunes travailleurs migrants – des filles en majorité.

Sans prétendre apporter une réponse définitive à des questions aussi complexes, je développe ici 4 parties visant à montrer non seulement l’ampleur du phénomène, mais surtout la diversité des dynamiques à l’œuvre. La 1<sup>ère</sup> partie traite la question de la quantification des “petites domestiques” : toujours impossible à ce jour et pourtant jugée cruciale, elle pose plus généralement la question de la reconnaissance et des modes de catégorisation de ces jeunes travailleuses migrantes. Pour attester la diversité des situations à prendre en considération, la 2<sup>ème</sup> partie détaille les principaux modes de placement et statuts d’emploi des petites domestiques que l’on rencontre aujourd’hui dans les grandes villes d’Afrique de l’Ouest. À partir de la biographie exemplaire d’une petite domestique au travail à Abidjan, la 3<sup>ème</sup> partie met en évidence le fait que les trajectoires de travail de ces jeunes migrantes ne sont pas linéaires, mais qu’il y a, au contraire, très couramment une succession de plusieurs statuts d’emploi domestique ; en fonction de l’âge de la jeune travailleuse, ces passages sont tantôt révélateurs d’une certaine prise d’autonomie, tantôt d’une forte dépendance. Enfin, j’examinerai en 4<sup>ème</sup> partie dans quels contextes et de quelles manières, les parents et les jeunes filles elles-mêmes tentent de mettre en place des stratégies visant à sécuriser la migration urbaine de travail des “petites domestiques”.

## Sources et méthodologie

Les données sur lesquelles est fondé ce texte proviennent principalement des enquêtes que j'ai personnellement menées à Abidjan et en Côte-d'Ivoire en 1999, 2000 et 2001, dans le cadre de mes recherches doctorales en sociologie (Jacquemin, 2007) – voir encadré méthodologique en fin de texte. Il convient ici de souligner avec insistance que je n'ai pas mené d'enquêtes approfondies dans les autres pays de la sous-région. Hors Abidjan et Côte-d'Ivoire, les données présentées ci-après pour l'Afrique de l'Ouest sont issues :

- \* de rapports d'enquêtes et de workshop consacrés à la question du travail (et du trafic) des enfants domestiques (UNICEF/OIT/ONGs) ;
- \* de sources journalistiques (presse/TV/radio) et de films documentaires ;
- \* de 2 brefs passages d'enquête exploratoire à Bamako et à Dakar, en 2001 et en 2009 ;
- \* de quelques articles scientifiques et mémoires de master en sciences sociales portant plus ou moins directement sur le phénomène des migrations juvéniles féminines pour travail domestique dans l'un des pays de la sous-région ;
- \* de communications personnelles avec les chercheurs et les étudiants auteurs de ces travaux.

### 1. Combien sont les petites domestiques ?

Il reste à ce jour impossible de chiffrer précisément ce phénomène, pour diverses raisons que nous examinerons brièvement. Toutefois, trois certitudes ressortent de toutes les observations :

1. Les enfants et adolescent-es dont l'activité principale est le service domestique sont indéniablement très nombreux dans la plupart des grandes villes du Sud, et dans celles d'Afrique de l'Ouest notamment.

Selon l'OIT-IPEC (2006), plus de 200 millions d'enfants âgés entre 5 et 17 ans travaillent dans le monde. Parmi eux, le nombre de jeunes filles de moins de 16 ans employées comme domestiques est plus important que dans n'importe quel autre type d'emploi.

Pour la première fois en 2004, l'OIT annonce une évaluation chiffrée : « 10 millions d'enfants bons à tout faire [dans le monde] ». L'agence ne cache pas que ce chiffre est tout à fait incertain « par nature », mais précise qu'il ne s'agit probablement que de la partie émergée de l'iceberg... L'objectif était précisément de convaincre sur l'ampleur de ce phénomène.

Selon les « évaluations rapides » les plus récentes de l'OIT, il y aurait par exemple 175 000 enfants de moins de 18 ans employés dans le service domestique en Amérique Centrale, et environ 700 000 en

Indonésie ; 54 000 enfants de moins de 15 ans seraient concernés en Afrique du Sud. Malgré plusieurs études, on ne dispose pas d'évaluation chiffrée générale pour l'Afrique de l'Ouest.

2. Bien que les pratiques – diversifiées – n'excluent pas les garçons, l'emploi domestique (d'ailleurs juvénile et adulte) reste majoritairement un domaine féminin, comme c'est le cas en Afrique de l'Ouest. La relation de travail reste également fortement caractérisée par un rapport de femme à femme, car les employeurs ayant l'autorité principale sur les petites domestiques sont majoritairement des femmes (même si l'on dénombre, bien entendu, également des hommes).

Cependant, il n'existe pas de données quantitatives sur ce point.

3. Ces jeunes travailleuses sont principalement des migrantes, qu'il s'agisse de migrations internes, transfrontalières, sous-régionales, voire transcontinentales. En Afrique de l'Ouest, il semble que la plupart des "petites domestiques" effectuent une migration de travail interne ou transfrontalière.

Les études récentes réalisées en Côte-d'Ivoire, au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal, au Ghana, au Bénin, au Togo (cf. bibliographie) montrent qu'on rencontre aujourd'hui dans les grandes villes d'Afrique de l'Ouest, des "petites domestiques" originaires de            les régions internes au pays concerné, et dans une moindre mesure, des petites et jeunes filles provenant de l'ensemble de la sous-région. Aussi faut-il sans doute être prudent vis-à-vis des prétendus effets de « spécialité régionale » de cette activité : à Abidjan, il est inexact que les petites domestiques viennent toutes de la région de Bondoukou ou du pays baoulé ; à Ouagadougou, les filles de la province du Sourou n'ont pas non plus l'apanage de cette activité, pas plus que les filles sereer ne dominent aujourd'hui le service domestique à Dakar, etc. Il existe bien entendu des tendances dominantes, corrélées à des facteurs contextuels et des déterminants régionaux, mais la réalité contemporaine du phénomène des petites domestiques est plus large et plus complexe que l'image de « spécialité ethnique » qui en est parfois donnée.

### ***L'exemple d'Abidjan***

En 2000, le B.I.C.E. estimait (sans présenter ses sources) à 30 000, le nombre de jeunes travailleuses domestiques à Abidjan ; tous les médias ivoiriens ont diffusé ce chiffre, que je trouve pour ma part sous-estimé.

Malgré l'absence de données chiffrées précises sur le phénomène des petites domestiques, toutes les observations attestent que ces jeunes travailleuses sont très nombreuses dans la capitale économique ivoirienne : dans une ville où seuls les ménages des fractions sociales les plus aisées emploient une

domesticité adulte (« grandes bonnes » et « boys »), ce sont ces fillettes et adolescentes qui, dans les milieux populaires comme dans la petite bourgeoisie, effectuent la majeure partie du service domestique. L'importance numérique de cette main-d'œuvre urbaine, principalement composée de jeunes migrantes ivoiriennes d'origine rurale, a une répercussion évidente, et de longue date, sur la démographie d'Abidjan. En effet, l'ampleur des transferts de filles vers Abidjan ressort au niveau de la pyramide des âges de la population de cette ville : les filles âgées de 10 à 19 ans y sont très nettement sur-représentées par rapport aux garçons du même âge et aux autres groupes d'âge féminins (Tableau 1). Les études ethnologiques et anthropologiques consacrées aux pratiques de circulation et de des enfants, ont permis dans un premier temps d'éclairer cette anomalie démographique : on comprit ainsi que le surnombre des filles mineures à Abidjan tenait à l'immigration massive de jeunes filles de la parenté rurale venant dans la ville en tant qu'aides familiales ou petites bonnes (Etienne 1979, Antoine et Herry 1982, Antoine et Guillaume 1986).

Tableau 1 - Rapports de masculinité dans les groupes d'âge de 5-9 ans à 20-24 ans

Abidjan

	5-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans
1955	100.4	110.6	107.9	125.3
1975	90.7	76.3	86.8	141
1978	-	69.1	71.6	-
1988	94	76	71.5	97
1998	95.9	79.1	71.6	98.9

Sources: Recensement d'Abidjan, 1955

Recensement Général de la Population de Côte-d'Ivoire, 1975

Enquête démographique à passages répétés. Agglomération d'Abidjan (E.P.R.), 1978

Recensement Général de la Population et de l'Habitat, République de Côte-d'Ivoire, 1988

Recensement Général de la Population et de l'Habitat, République de Côte-d'Ivoire, 1998.

Repérée au cours d'une période de croissance économique (1970's), la « surpopulation » des filles mineures à Abidjan s'est perpétuée jusqu'aujourd'hui : le dernier recensement (1998) confirme cette donnée démographique persistante. Mais la thèse classique de la solidarité familiale ne suffit plus à

expliquer le prolongement de ce phénomène dans un contexte tout différent, celui de la récession économique qui sévit en Côte-

situation d'activités des jeunes, et celle des jeunes filles tout particulièrement. En 1992 fut en effet ajoutée aux 4 catégories employées précédemment (cf. tableau 2) celle de « travail domestique », regroupant les ménagères et les aides ménagères : évolution très importante, puisque cette nouvelle catégorie regroupe alors 14% des filles âgées de 5 à 14 ans et 38% des 15-19 ans (pour seulement 0,5 et 1,5% des garçons des mêmes tranches d'âge), alors que ces petites domestiques avaient jusqu'alors été enregistrées comme « non actifs ». Toutefois, cette catégorie utile de « travail domestique », susceptible de rompre efficacement avec l'invisibilité et la sous-évaluation de ce type d'activités, n'a pas été retenue dans les enquêtes ultérieures : le recensement général de 1998 en Côte-d'Ivoire a conservé la catégorie de « ménagère » comme l'un des 8 types d'activité pour les personnes résidentes âgées de 6 ans et plus. Pourtant, il est improbable qu'une fillette de 9 ans, ni même une jeune fille célibataire de 19 ans considérée comme une personne dépendante (i.e. non chef de ménage), soient enregistrées comme « ménagères » même si elles réalisent à temps plein des travaux domestiques indispensables à la reproduction du ménage ; en dépit du travail fourni, elles sont classées comme « autre inactifs ».

Tableau 2 – Répartition des « jeunes » par situation d'activité selon le sexe et l'âge en 1978 et en 1992

Abidjan					
		5-14 ans		15-19 ans	
		Garçons	Filles	Garçons	Filles
<b>1978</b>					
Actif rémunéré		0	2	20	12
Autres actifs		2	3	18	6
Scolarisé		67	47	44	22
Non actif		31	48	18	60
		100%	100%	100%	100%
<b>1992</b>					
Actif rémunéré		0,5	3	4	15
Autres actifs		2	2	22	13
Scolarisé		77	61	54	26
Travail domestique		0,5	14	1,5	38
Hors activité		20	20	18,5	8
		100%	100%	100%	100%

: apprenti, aide familial.

(1992) : personne enregistrée comme ménagère ou aide ménagère.

: l'enquête de 1978 ne permet pas de différencier des « non actifs » les personnes effectuant un travail domestique (ou ménager). Les « non actifs » de 1978 doivent donc être comparés à la somme des deux catégories, « travail domestique » et « hors activité » en 1992.

Sources :

D'après M. Le Pape (1997).



Malgré les efforts portés par l'OIT (2004-a ; 2007) pour clarifier les définitions du travail domestique des enfants, on constate qu'un flou persiste autour de la prise en compte des enfants mis au travail domestique dans la sphère familiale (élargie), ce qui pose notamment problème en Afrique de l'Ouest, où le modèle dominant de composition des ménages urbains n'est pas celui de la famille nucléaire. Dans les grandes enquêtes, une double tendance semble continuer à rendre impossible une quantification réaliste des petites domestiques :

- \* la non reconnaissance du travail domestique comme activité économique ;
- \* le refus de considérer la sphère familiale comme lieu potentiel de travail des enfants, voire de leur exploitation (Jacquemin 2006).

### **Quelques exemples**

- Au Ghana, d'après une récente « National Survey on Child Labour » (Ghana Statistical Service 2003) seulement 1% des enfants au travail seraient des 'child domestic workers' ; en revanche, 88% des enfants au travail ont été classifiés comme 'unpaid family workers', et l'on peut raisonnablement penser qu'une grande part d'entre eux sont des enfants domestiques qui, du coup, n'ont pas été recensés comme tels (Tsikata, à paraître).

- Deux rapports d'enquête nationale très récents sur le travail des enfants (Côte-d'Ivoire 2005, Mali 2007), pourtant supervisés par l'OIT-IPEC, n'ont pas non plus permis d'affiner la connaissance sur le nombre de petites domestiques mises au travail dans ces pays : d'une part en raison de l'adoption du Système des Comptes Nationaux des Nations Unies (SCN 1993) – dont on sait qu'il ne comptabilise pas le travail domestique non rémunéré. Et d'autre part, en raison d'une ambiguïté abyssale autour des catégories « activités ménagères ou domestiques », et « service domestique ». Pour le Mali, le rapport nous apprend que 26 000 filles âgées de 15 à 17 ans travailleraient comme domestiques payées, la majorité d'entre elles à Bamako. Mais l'on n'apprend rien sur les jeunes filles non déclarées comme salariées, qu'elles aient plus ou moins de 15 ans ; or elles sont certainement en quantité non négligeable...

Que l'attention quantitative soit ciblée sur les situations les plus insoutenables (lesquelles méritent évidemment d'être dénoncées), ou uniquement sur les petites domestiques « payées », le risque est finalement d'assister à la construction (statistique) d'une représentation sociale simplifiée, voire simpliste, du travail domestique juvénile. Tendant à les homogénéiser, cette vision dissimule la diversité des

déterminations et des pratiques réelles que recouvre aujourd'hui la mise au travail des petites domestiques.

Une autre certitude se dégage de l'ensemble des études récentes : le nombre de petites domestiques au travail en milieu urbain ouest-africain tend à augmenter, sous-tendu par :

- \* une augmentation de la demande pour cette main-d'œuvre jeune et bon marché (Jacquemin 2007);
- \* une diversification de l'offre des petites domestiques ( . );
- \* , un plus grand désir d'autonomie des jeunes filles rurales vis-à-vis de leur famille villageoise et des règles coutumières (Lesclingand 2004a).

## **2. Diversité des modes de placement et des statuts d'emploi**

La catégorie "enfants travailleurs domestiques", "child domestic workers" en anglais, ou encore "petites domestiques" n'est nullement homogène. Précisons d'emblée que la notion même de ne décrit pas suffisamment l'apport de ces jeunes travailleuses à l'économie des ménages urbains : nombre d'entre elles participent indirectement aux petites activités rémunératrices de leur 'patronne', et d'autres y contribuent directement. La plupart de ces jeunes travailleuses connaissent une situation de pluri-activité qui leur est imposée, non seulement en raison de l'élasticité des tâches qui leur sont assignées, mais plus généralement en raison de l'articulation très étroite entre sphère domestique et sphère marchande, qui caractérise l'ensemble des activités informelles féminines (adultes et juvéniles), devenues centrales dans les stratégies de survie des ménages urbains ouest-africains (Locoh 1993, Vidal 1985, Pilon 1997, Jacquemin 2007).

Apparaissent ainsi les limites d'une typologie du service domestique juvénile basée sur la nature des tâches accomplies (cf. LIDHO 1995, Veil 1998) ; fonder l'analyse sur les modalités d'emploi, les pratiques et le rapport social de travail ouvre davantage à la compréhension des multiples dimensions du

La typologie et les descriptions qui suivent sont principalement fondées sur la situation abidjanaise ; dans la mesure du possible, j'indiquerai des éléments de comparaison avec des situations rencontrées dans d'autres pays de la sous-région.

Dans mes enquêtes ivoiriennes, 3 critères de définition des petites domestiques ont été retenus :

\* que l'enfant exécute des activités domestiques et/ou marchandes,

\* sous la tutelle d'un adulte que l'un de ses deux géniteurs ;

\* concernant l'âge, j'ai opté pour une définition sociologique et générationnelle de l'enfance en Afrique noire aujourd'hui (Verlet 1996) : dans mes recherches, la génération « sous ajustement structurel » correspondait empiriquement aux individus de moins de 20 ans.

### ***Trois modèles d'embauche***

La chronologie de la longue récession qui sévit, en Afrique et à Abidjan, depuis la fin des années 1970 a sous-tendu la création de nouvelles modalités du service domestique juvénile. Avant les années de récession, l'essentiel de cette main-d'œuvre était composée de jeunes filles que les familles villageoises décidaient ou acceptaient d'envoyer à la ville chez une parente, plus ou moins proche. Inscrit dans le cadre des pratiques de et de la solidarité familiale, le recours aux services de ces "petites nièces"<sup>2</sup> n'était pas monétarisé mais, en échange, la « tante » d'Abidjan devait s'occuper d'elles et de leur apprentissage. Or, à partir des années 1980, un type inédit de petites domestiques apparaît dans les ménages urbains : la "petite nièce" est désormais le plus souvent remplacée par une "petite bonne", étrangère à la famille et en principe rémunérée sur la base d'un salaire mensuel.

Phénomène récent, la multiplication des petites salariées domestiques non apparentées, voire sans aucun lien ethnique, régional, social ni amical avec la personne qui les emploie, marque une rupture avec le modèle « familial » qui prévalait auparavant. Cependant, les "petites nièces" n'ont pas complètement disparu. À Abidjan aujourd'hui, de même qu'à Bamako, Dakar, Ouagadougou ou Accra, différentes pratiques d'embauche coexistent, que l'on peut caractériser selon trois modèles : 1) la "petite nièce" ; 2) l'"enfant louée" ; 3) la "petite bonne salariée".

---

<sup>2</sup> Le terme " " est ici présenté comme un concept ; il suggère toujours l'existence d'un lien de proximité mais il désigne pas systématiquement la réalité de ce lien précis de parenté : il peut en effet aussi bien s'agir d'une nièce que d'une petite sœur, d'une cousine ou de la fille d'un(e) ami(e) de l'un des membres du ménage employeur, ou plus simplement encore d'une enfant originaire du même village.

1. Le premier modèle s'inscrit dans le prolongement des pratiques anciennes de circulation des enfants en Afrique de l'Ouest : les collectifs de parenté ruraux acceptaient de confier à leurs parents urbains des "petites nièces" travaillant chez leurs « tanties » de la ville où elles étaient censées s'initier à la vie moderne, un apprentissage et quelquefois la scolarisation. Le contexte était celui d'interrelations familiales denses, où les protagonistes se connaissaient personnellement et convenaient de leurs obligations réciproques, régies par des codes autant explicites qu'implicites.

La "petite nièce" n'est jamais payée en numéraire, elle est logée, nourrie, habillée et assistée en cas de maladie par sa patronne-tutrice qui devra également « faire quelque chose » pour elle quand elle quittera la place : une « valise » (trousseau, machine à coudre, petit pécule...), devant la soutenir pour entrer dans l'âge adulte. Ces obligations sont en principe doublées de transferts (en nature et en argent) et de services envers les parents de la fille, auxquels la patronne-tutrice peut difficilement se soustraire.

Entouré du symbolisme de la parenté, le modèle de la "petite nièce" est valorisé par le discours de la solidarité familiale, au risque de masquer la réalité ou la valeur du travail accompli, et de diluer les rapports de domination. Ce modèle d'embauche ne concerne pas un groupe d'âge particulier : on rencontre des "petites nièces" âgées de 5-6 à 20 ans, une majorité ayant probablement de 10 à 16 ans.

Certes, dans la plupart des villes de Côte-d'Ivoire, du Mali, du Burkina Faso, du Ghana ou du Bénin ( ), la "petite nièce" existe toujours aujourd'hui, mais ce modèle « familial » de recrutement à partir de la parenté étendue ( ) n'a plus la faveur des ménages urbains. Car, en dépit du sens commun, la main-d'œuvre que fournissent ces aides familiales n'est pas gratuite : la réciprocité qui en est attendue a un coût financier non négligeable en période de récession, et un coût symbolique important lui aussi. De très nombreuses femmes d'Abidjan préfèrent désormais employer une fille non-parente qu'elles payent d'un salaire : parce que cela leur coûte moins cher, sur les plans matériel et symbolique, que de recourir aux services d'une "petite nièce".

Mais c'est aussi parce que de nombreux parents villageois refusent à présent que leurs filles partent travailler à en ville selon ce modèle : ils connaissent les effets de la crise et savent que leurs filles travailleront dur sans pour autant être assurés du principe de réciprocité. En effet, le type de la « petite nièce apprentie » (parfois même scolarisée), idéal familial auquel continuent de se référer la plupart des discours, tend désormais à faire place à des "petites nièces" du type « domestiquées » : sans doute plus qu'avant, leur jeune âge prend le sens de l'extorsion de travail, et le système d'échange et de socialisation est le plus souvent mis à mal. Parents et filles préfèrent alors que leur labeur soit payé en argent, en travaillant chez des non-parents.

2. Le second modèle émergea en Côte-d'Ivoire à la fin des années 1970. Il se distingue du premier en ce que la filière de parenté a été tronquée : la fillette ou l'adolescente est bien sous la tutelle d'une parente-tutrice (plus ou moins proche) qui, résidant à Abidjan, la fait venir du village. Mais au lieu de l'employer elle-même en ville, elle la place chez une patronne – non parente – contre un salaire mensuel versé non pas à la petite domestique, mais à sa tutrice. Contrairement au premier, ce deuxième modèle d'embauche est monétarisé.

L'"enfant loué" a donc la particularité de recevoir de sa tutrice une rétribution de son travail sous forme non monétaire (une « valise ») et seulement au moment de son retour au village, alors que la patronne qui l'emploie paie, chaque mois, son travail en argent. Il est bien rare que les "tanties-loueuses" dépensent la totalité de l'argent perçu pour remplir la « valise » des filles qu'elles ont placées ; elles tirent le plus souvent de confortables bénéfices de ce système, si elles ont « loué » un grand nombre de filles en ville.

Ce modèle de l'« enfant loué » concerne principalement des très jeunes filles, âgées de 7-8 à 13-14 ans.

En Côte-d'Ivoire, j'ai pu mener une enquête qui retrace l'origine et le développement de cette pratique, en me rendant directement dans la région de Bondoukou (Nord-Est du pays), là où des filières de louage ont été initiées il y a une trentaine d'années. Assimilable en certains cas à des trafics d'enfants, la pratique du louage des petites domestiques représente sans aucun doute la forme la plus évidente et la plus féroce de l'exploitation du travail des filles. Malgré les critiques unanimes qu'elle soulève, elle perdure toujours, en particulier parce qu'elle permet aux femmes d'Abidjan de trouver des petites bonnes aux plus bas prix, en raison de leur très jeune âge et de la très grande pauvreté des milieux où elles sont captées.

Il faut cependant mentionner l'existence de certaines situations où les "tanties-loueuses" (surnommées avec euphémisme « mamans des bonnes ») prennent au sérieux leur rôle de tutrice et assurent aux filles un minimum de protection pendant leur expérience migratoire de travail, ainsi qu'une rétribution honorable à l'issue de leur période de travail. En fait, elles attachent suffisamment d'importance à leur réputation et à certaines formes de contrôle communautaire pour ne pas tirer un profit abusif de leur pratique d'intermédiaire de placement, pourtant mercantile le plus souvent. Des cas de ce type ont été relevés notamment au Burkina Faso, où deux études signalent l'existence à Ouagadougou d'un type spécial d'intermédiaire : les tuteurs/tutrices, ou 'sponsors' (d'ailleurs appelées « mamas » (Terre des Hommes 2003, Riisoen 2004). Ces personnes, qui résident en ville, ne vont pas systématiquement chercher elles-mêmes des filles dans leur région rurale d'origine, mais accueillent chez elles dans leur cour les jeunes migrantes lorsqu'elles arrivent à Ouagadougou en vue de s'employer comme petites bonnes. La cour de ces tuteurs sert de lieu de recrutement, où les employeurs viennent embaucher des filles. En plus

d'assurer aux filles – contre 100 francs CFA par jour (en 2003) – l'hébergement et les repas le temps qu'elles trouvent une patronne (chez qui elles résideront le plus souvent), ces 'sponsors' jouent le rôle d'intermédiaire de placement, et de protecteur des jeunes migrantes. Ils bénéficieraient d'ailleurs d'un grand crédit de confiance auprès des communautés villageoises d'où viennent les jeunes filles. Les tuteurs interviewés prétendent faire cela sans contrepartie et ne pas ponctionner le salaire des filles ; mais ils signalent toujours l'existence d'autres 'sponsors' qui eux, seraient malhonnêtes et tireraient un profit monétaire certain de cette pratique... Ces derniers sont bien entendu, plus difficiles à interviewer.

Sans que l'on puisse ici établir s'il s'agit réellement d'un système de louage, on peut toutefois signaler qu'au Ghana, l'intervention croissante d'intermédiaires de placement des petites domestiques a été relevée. Il s'agit de membres de la parenté (élargie), de voisins, d'amis, ou même d'agents informels (des placeurs) qui font une médiation entre les parents et les employeurs des jeunes filles domestiques, mais de façon indirecte : i.e. que parents et employeurs ne se connaissent pas à l'avance (Apt 2005). Tsikata (à paraître) pointe ici à un phénomène nouveau au Ghana, qui se démarque nettement du système de , autrement dit de la 'petite nièce' : la nouveauté, c'est que les parents acceptent désormais d'envoyer leur(s) fille(s) travailler en ville chez un non-parent et inconnu, mais l'intermédiaire d'une personne qu'ils connaissent plus ou moins. La rémunération des filles ainsi placées semble souvent gérée par ces intermédiaires : soit ils l'adressent directement aux parents, soit ils la « gardent » pour les filles plus tard ; sans doute arrive-t-il aussi que les filles touchent directement leur salaire de l'employeur, ce qui correspond au 3<sup>ème</sup> modèle.

3. Le troisième modèle s'est développé dans les années 1980. Plus aucun lien familial n'intervient dans l'embauche de la jeune domestique ; des intermédiaires (agences de placement, connaissances) se chargent, le plus souvent contre rémunération, de mettre en relation « patronnes » et « petites bonnes », quand ce ne sont pas les jeunes filles elles-mêmes qui proposent leurs services, en porte-à-porte. Généralement logée et nourrie chez l'employeur, la "petite servante salariée" perçoit et gère directement son salaire monétaire mensuel. Notons que les filles concernées par ce modèle d'embauche sont rarement âgées de moins de 13-14 ; il n'est pas rare qu'elles aient été scolarisées pendant quelques années du cycle primaire.

Qu'on ne s'y trompe pas, le terme « salarié » ne correspond pas à l'équivalent qu'on en connaît dans le secteur dit moderne de l'économie ; les salaires restent bas, ils sont versés de manière aléatoire et, en l'absence de toute protection sociale et juridique de ces jeunes travailleuses, les contrats – verbaux – demeurent très fragiles.

À côté des réseaux de louage de petites domestiques, les premières agences de placement de petites bonnes apparaissent à Abidjan à la fin des années 1980 ; on en comptait plus de 50 en 2001. La multiplication rapide de ces établissements informels a matérialisé dans l'espace urbain, la création d'un marché spécifique du travail domestique juvénile, avec ses lieux et ses modes d'échange, ses tarifs et ses concurrences, ses efforts ambigus de réglementation, ses fluctuations de l'offre et de la demande. Le modèle de la "petite servante" directement salariée est lié à l'émergence de ce nouveau marché, dont la diversité des agencements et des logiques d'action attestent la combinaison des facteurs économiques, sociaux et culturels.

Il apparaît que les agences de placement de petites bonnes constituent une « spécialité abidjanaise » : à ma connaissance en effet, ces établissements – informels pour la plupart – qui ont pignon sur rue n'existent pas, ou très peu, dans les autres villes de Côte-d'Ivoire, ni à Bamako, à Dakar, à Ouagadougou, à Cotonou ou Lomé, alors que le modèle de la "petite servante salariée" y connaît un développement certain. Au Ghana, les agences de placement furent interdites par la loi jusqu'en 2003 ; depuis, plusieurs d'entre elles (informelles ou officiellement agréées) ont été créées à Accra, qui notamment pratiquent le placement de jeunes filles domestiques, généralement âgées de plus de 15 ans. Ce respect de l'âge minimum d'accès à l'emploi s'observe également dans la plupart des agences (informelles ou non) d'Abidjan, suite notamment aux efforts du BICE en vue de la professionnalisation des pratiques des agences. Certes, d'autres placeurs ont un intérêt bien compris à ne pas respecter les normes légales, et continuent à placer des fillettes, ainsi qu'à prélever leur commission sur le salaire des jeunes travailleuses, alors qu'en principe, seuls les employeurs doivent s'acquitter de ces frais.

Malgré ces disparités et les abus commis par des agents de placement peu scrupuleux, il me semble inopportun de condamner en bloc le système des agences de placement, comme le font souvent les médias locaux (ivoiriens tout du moins), voire certaines associations locales ou ONG internationales. Parce qu'ils opèrent dans l'espace public, ces établissements permettent justement des interventions extérieures visant à réglementer les pratiques et à sensibiliser les acteurs (placeurs / employeurs / petites bonnes) en vue d'une meilleure application des droits des jeunes travailleuses domestiques. Certaines réussites du

J'ai très peu d'informations approfondies sur ce point, mais plusieurs observations (personnelles et d'autres chercheurs et étudiants) confirment qu'à Bamako et à Dakar tout au moins, certaines associations oeuvrant pour la défense des droits des jeunes travailleuses domestiques, jouent également le rôle d'agence de placement puisqu'elles servent d'intermédiaires entre petites bonnes et patronnes, des frais de commission étant versés par les 2 parties. Il apparaît même que ce sont parfois ces associations qui gèrent le versement du salaire aux jeunes filles, servant à nouveau d'intermédiaire entre employeurs et employées domestiques, avec parfois un « dégraissage » important du salaire au profit de l'association... Des petites bonnes penseraient ainsi que leur patronne les paye 10 000 à 15 000 francs CFA par mois, alors qu'elle verse 20 000 à 30 000 CFA à l'association intermédiaire, qui elle, reverse effectivement beaucoup moins à la jeune travailleuse. Sans doute peut-on croire que ce profit non négligeable est utilisé à des fins de soutien aux petites domestiques les plus en difficulté ?

### ***Un continuum de situations malgré des points communs à toutes les petites domestiques***

Les petites domestiques ont en commun avec tous les employés domestiques de la planète d'être engagées dans un rapport interpersonnel de travail, où la soumission est créée par la supervision directe, et renforcée par la nature privatisée du travail. Mais leur très jeune âge, le fait que la plupart d'entre elles logent chez l'employeur et les représentations prégnantes du modèle familial de mise au travail précoce surajoutent à la spécificité de ce rapport de travail. Ces paramètres fondent une forme particulière d'exploitation. Circulant sans statut légal ni protection juridique ou sociale, elles vivent au quotidien des situations de dépendance liées à leurs conditions de travail.

À Abidjan, j'ai relevé 3 points communs à            les petites domestiques:

Le premier, c'est la somme considérable de travail qu'elles accomplissent, quel que soit leur âge. Toutes les observations confirment qu'elles effectuent quotidiennement entre 11 et 16 heures de travaux répétitifs, souvent pénibles et parfois excessifs. Soulignons que dans tous les pays, la majorité des jeunes travailleuses de moins de 15 sont des domestiques « résidentes », ainsi potentiellement en service 24h/24. Seules les "petites servantes salariées" ont régulièrement des jours de repos : les mieux loties « descendent » du travail 2 week-end par mois...



Le deuxième point commun, c'est leur situation définitive d'enfant hors-école. Qu'elles aient été déscolarisées après quelques années passées à l'école primaire, ou qu'elles n'aient jamais fréquenté l'école, ces fillettes et ces adolescentes n'ont aucune chance, du moins tant qu'elles travaillent et dans l'état actuel du système éducatif, de pouvoir bénéficier d'une formation scolaire ou professionnelle. À Abidjan, seules de rares "petites nièces" du type « apprenties » i.e. qui bénéficient pleinement du système de réciprocité en principe inhérent à ce mode de , sont scolarisées, souvent en « double vacation » (1 jour sur 2). Mais il semble qu'en d'autres pays ouest-africains, notamment au Sénégal et au Ghana, davantage de petites domestiques puissent cumuler emploi domestique et école. Ainsi, 32% des enfants domestiques au travail à Accra et Kumasi seraient scolarisés (OIT 2004-b) ; aucune précision n'est donnée sur le statut d'emploi de ces jeunes domestiques, mais il est précisé sans surprise que ces enfants travailleurs ne fréquentent pas l'école aussi assidûment que les autres.

Enfin, le troisième point commun, c'est la référence constante – quel que soit le type d'embauche concerné – au modèle familial de mise au travail des cadettes par leurs aînées, ou plus exactement à une vision idyllique du modèle "petite nièce", présenté comme exempt de toute connotation négative et valeur préjudiciable (bien au contraire, même). Formulé par les patronnes comme par les petites domestiques, ce discours de l'appartenance familiale englobe toutes les pratiques. Produit par les adultes (employeurs, intermédiaires de placement, responsables politiques, journalistes), ce discours sert le plus souvent à masquer l'exploitation, à dénier la valeur du travail accompli, à adoucir les rapports de domination, selon la logique bien connue des rapports paternalistes. Reproduite par les jeunes travailleuses elles-mêmes, la référence à un comportement "familial", ressenti ou revendiqué, exprime leurs besoins d'affection, de protection, d'éducation, de divertissement et de respect.

Il faut insister sur l'hétérogénéité des conditions des petites domestiques : toutes ne sont pas de « petites esclaves ». L'analyse des pratiques concrètes de travail et des rapports patronnes/petites domestiques met en valeur la très grande diversité, mais aussi la complexité des situations, avec à un pôle des formes brutales d'exploitation et des violences extrêmes – verbales, physiques, voire sexuelles – et à l'autre pôle, des relations presque harmonieuses de type contractuel ou relevant de l'idéal familial.

Pour restituer la variété et l'évolution des pratiques, des conditions et des itinéraires qu'encadrent les trois modèles d'embauche, j'ai distingué plusieurs types de petites domestiques : des "petites nièces" « apprenties », « domestiquées » ou « louées » ; des "enfants louées" « marchandisées » ou « trafiquées » ; des "petites servantes" « salariées » ou « surexploitées ».

Les disparités relevées quant au traitement verbal (comment elles sont « commandées ») et physique (coups, brutalités), à la nourriture, aux conditions de logement de ces jeunes travailleuses, aux éventuels temps de repos, à la transmission de savoir-faire ou encore à l'existence de petits cadeaux offerts par la patronne ressortent comme des signes, sinon des critères, de différenciation de leurs conditions de vie et de travail. S'il est impossible de généraliser, on remarque toutefois que l'âge de la fille, son lien à la « tante »-patronne ou au chef de ménage, le nombre de résidants dans le ménage, l'activité principale de la patronne et bien sûr des facteurs idiosyncrasiques comme le degré de « gentillesse » de cette dernière, influencent le type et la quantité de travail extorqué, ainsi que le traitement général d'une petite domestique. Enfin, son statut ("petite nièce", "enfant louée" ou "petite servante" salariée), lié aux modalités de son recrutement et au type de rémunération dont elle fait l'objet, est une variable discriminante : il détermine pour la jeune travailleuse le fait d'avoir, ou non, de l'argent à disposition, et il agit, directement bien qu'en partie seulement, sur la possibilité de quitter la place, notamment quand les conditions sont vraiment trop dures (Jacquemin 2002).

Étant donné la multiplicité des situations observées, il serait inexact d'envisager les trois modèles d'embauche comme des catégories enveloppant des pratiques et des comportements homogènes, ou d'associer schématiquement l'un d'entre eux à des conditions de travail et de traitement systématiquement plus ou, à l'inverse, moins mauvaises que celles développées dans un autre statut d'emploi. Parmi les "petites nièces" et les "enfants loués" placées par une « vraie » tante, de nombreux exemples confirment en particulier que l'institution familiale n'est pas en soi la garantie d'un meilleur traitement... En d'autres domaines, les médias – notamment européens – sont remplis de faits divers sordides montrant que la famille n'est pas toujours un lieu de protection pour les enfants.

Parce que toutes les combinaisons et les nuances sont possibles et existent, il faut par exemple impérativement se garder de se représenter les "petites nièces" comme moins exposées aux abus et aux mauvais traitements que les "petites bonnes salariées" non apparentées qui elles, seraient moins malmenées que les "enfants loués", ou de toute autre généralisation de ce genre. Ni la description des tâches qu'elles effectuent, ni celle du déroulement de leurs journées et semaines de travail, ne permettent en soi de caractériser les petites domestiques comme "petite nièce", "enfant louée" ou "petite servante salariée". Pourtant cette différenciation a d'importantes répercussions sur le quotidien de chacune d'elles, sur leurs projets et sur les représentations qu'elles ont de ce qu'elles font (Jacquemin 2004).

Il est d'ailleurs très fréquent qu'une jeune fille connaisse successivement deux, voire les trois statuts d'emploi au cours de sa « carrière » d'enfant domestique. En témoigne la biographie suivante.

### **3. Trajectoires de travail des petites domestiques**

Au cours de leur expérience de travail en ville, il paraît bien rare que les “petites domestiques” connaissent une trajectoire linéaire. Les variations sont notamment liées à leur âge, corrélé à une capacité augmentée de négociation et de débrouille. C’est à Abidjan que j’ai mené l’étude de cas résumée ci-après ; à ce jour, il n’existe pas à ma connaissance de données qui permettraient sur cette question un comparatisme avec les trajectoires de petites domestiques travaillant dans d’autres villes d’Afrique de l’Ouest.

#### ***La biographie exemplaire d’Assana***

Au moment de notre entretien (2001), Assana est âgée de 18 ans et occupe depuis cinq mois sa deuxième place de “petite bonne salariée”.

Née en 1983 dans un village situé à l’est de la Côte-d’Ivoire, elle est la douzième et dernière enfant d’un couple de petits cultivateurs. Faute de moyens, les parents d’Assana lui défendent l’école, où la jeune fille regrette encore de n’être jamais allée. Elle a 7 ans lorsque l’une de ses sœurs aînées, installée à Abidjan, vient la réclamer pour l’initier à la vie urbaine.

« C’est ma sœur qui m’a élevée, comme elle était toute seule à Treichville, elle est venue me chercher. J’avais un peu commencé avec maman au village, mais c’est ma sœur qui m’a appris les trucs de la maison : à 8 ans, je savais balayer, laver les assiettes et les marmites, et aussi elle me montrait comment faire la lessive. Sinon je ne faisais rien, j’étais avec ma sœur à la maison. » (Assana, 9 mars 2001)

La fillette passe ainsi 4 ans chez cette sœur qui, célibataire et sans enfant, tenait à domicile un petit commerce alimentaire. De cette époque, Assana a gardé des souvenirs agréables et trois amies, qu’elle fréquente toujours en 2001. Parce qu’elle préférait s’amuser avec elles et qu’elle trouvait le travail trop fatigant, Assana refusait d’exécuter les tâches domestiques que sa sœur lui commandait de faire. Constatant que ni les coups ni les insultes n’avaient raison de l’indocilité de sa “petite nièce”, en 1995, la dame décide de lui trouver une place de petite bonne.

« C'est comme ça que j'ai commencé à travailler : mais ce n'était pas à cause du manque de moyens, non ! Ma sœur voulait que j'apprenne le travail, parce que quand je suis à la maison, je refuse de faire certaines choses, beaucoup de choses même ! Par exemple, quand elle me dit de laver les assiettes, souvent je refuse ; si elle me dit de balayer, je refuse ! Donc un jour elle m'a dit que si c'est ça, il faut qu'elle aille me mettre chez quelqu'un, comme ça je vais travailler ! C'est comme ça que je suis partie travailler. » ( )

À 12 ans, Assana est ainsi placée par sa sœur comme "enfant louée" chez une femme du quartier, qui l'envoie vendre de l'eau glacée dans le quartier de 6h30 à 17h30. Son travail est payé 5 000 CFA par mois, qu'Assana remet entièrement à sa sœur aînée lorsqu'elle va chez elle passer un week-end de congé mensuel. La patronne emploie une autre petite domestique à son service pour effectuer les travaux ménagers ; donc à côté des différentes tâches liées à la vente ambulante, Assana ne fait que la lessive de son linge personnel. Elle occupe cette place depuis deux mois lorsqu'une tante paternelle vient directement la chercher chez sa patronne pour l'emmener chez elle « surveiller ses enfants ».

Couturière à domicile, cette tante vit dans le même quartier, avec son mari (un chauffeur) et leurs 2 enfants (10 et 7 ans) ; seul l'aîné est scolarisé. Assana est chargée des tâches d'entretien (ménage, vaisselle) à l'exception de la lessive, plus la toilette et la surveillance des enfants, surtout de la fillette (non scolarisée). Elle assiste également sa tante pour la préparation des repas. Selon le modèle "petite nièce", aucune rétribution monétaire n'est versée, mais sa tante lui achète quelques habits. Au bout de quelques mois, une autre grande sœur directe d'Assana (« même père, même mère ») vient la chercher et l'accompagne directement chez l'une de ses « camarades » qui cherchait une petite vendeuse.

Pendant 2 ans (1995-1997), Assana pratique de nouveau la vente ambulante d'eau glacée pour le compte de cette femme, une petite commerçante. C'est son activité principale : les tâches domestiques et la mise de l'eau en sachets sont effectuées par les filles directes de la patronne, 2 adolescentes déscolarisées. Bien qu'elles ne soient pas apparentées, la dame emploie Assana comme "petite nièce" : elle la loge, la nourrit, la soigne, remplace ses tongs si besoin, lui donne les robes trop petites de ses filles et de l'argent pour payer ses tresses (500 à 1 000 francs CFA par mois). Pour Assana, c'est normal que cette « tantie » ne la paye pas : « Non ! C'est la camarade à ma sœur ». Après 2 ans de service, Assana éprouve une grande fatigue à marcher sous le soleil tous les jours de 6h à 16-17h pour vendre 100 à 150 sachets d'eau.

Elle en parle à la sœur qui l'avait placée, laquelle accepte d'intervenir auprès de son amie. Assana termine le mois et le jour de son départ, la « tantie » lui remet 7 complets de pagne de qualité Wax.

Âgée de 14 ans, Assana revient alors passer quelques mois au domicile de cette sœur aînée : elle « aide » aux travaux domestiques, s'occupe du cadet (3 ans) et apprend à cuisiner. Une fois transmises certaines compétences culinaires à sa benjamine, la « grande sœur » place Assana comme "enfant louée" chez une vieille femme commerçante du voisinage qui vit seule avec l'une de ses petites filles (scolarisée au collège). En plus de l'ensemble des travaux domestiques (ménage, lessive, vaisselle, marché et cuisine), Assana met en sachets de l'eau et du jus de gingembre qu'elle prépare quotidiennement, et que sa patronne vend dans sa boutique. Elle n'a aucun week-end de congé mais rend plusieurs visites par semaine à ses grandes sœurs qui vivent tout près de son lieu de travail. Assana remet l'intégralité de son salaire mensuel (8 000 francs CFA) à la grande sœur qui l'a placée, laquelle lui achète quelques pagnes et des sandales en plastique. En plus du « gîte et du couvert », la patronne prend seulement en charge le savon ; même si Assana garde le souvenir d'une « femme très gentille », elle n'a reçu d'elle aucun cadeau. Après 7 mois de service, Assana doit de nouveau quitter soudainement sa place lorsque sa "sœur-placeuse", qui doit voyager à l'intérieur du pays, met fin au contrat pour que la jeune fille revienne chez elle garder ses enfants et aider au foyer pendant son absence.

Dès son retour à Abidjan, la « grande sœur » trouve un nouvel emploi pour Assana chez une autre commerçante du voisinage. Célibataire et sans enfant, la jeune femme n'exige d'Assana que des tâches domestiques et une présence continue à son domicile pendant qu'elle-même travaille au marché ; elle verse mensuellement 8 000 francs à la sœur d'Assana, qui lui achète quelques habits. Mais la jeune fille, alors âgée de 15 ans, ne s'entend pas bien avec sa patronne. Elle a du mal à supporter ses reproches et ses cris permanents ; Assana avertit sa sœur qu'elle veut quitter la place. Le mois terminé et son salaire payé, sa sœur est d'accord pour qu'elle parte au village voir sa mère. Assana passe trois mois au village, se repose un peu tout en participant aux tâches domestiques et aux travaux des champs.

Fin 1998, elle revient à Abidjan chez la sœur qui l'avait initialement faite venir en 1990. Après quelques semaines, cette dernière la place au service d'une femme salariée qui vit seule avec un neveu, apprenti-mécanicien. Assana prend en charge toutes les tâches domestiques, travail pour lequel sa sœur a négocié un salaire de 10 000 francs CFA, qu'Assana lui apporte chaque mois. À part une séance de tressage, des

chaussures (« demi-talons ») et un complet de pagnes qu'elle lui fait coudre pour la fête de Tabaski, la "sœur-placeuse" refuse de financer quoi que ce soit pour Assana :

« Ma sœur prenait l'argent mais elle ne payait rien pour moi. Même quand mes chaussures en plastique sont coupées, elle refuse de payer : pour 200 francs CFA, il faut discuter ! Alors que c'est moi-même mon propre argent. »

Agacée par ce système et « fatiguée » des cris de sa patronne qui trouve toujours à critiquer son travail (« même si je fais bien le travail »), au bout d'1 an ½, Assana décide, encouragée par une « petite tante » du même âge qu'elle (17 ans) qui travaille comme "petite bonne salariée" depuis 2 ans, de gagner son « propre argent ». Sa sœur aînée ne voulant rien entendre (« j'étais en palabre avec ma sœur »), Assana met en place une stratégie avec le soutien de sa « petite tante » : elle trouve, par l'intermédiaire d'une voisine, un emploi de "petite bonne salariée" à pourvoir le mois suivant dans un autre quartier d'Abidjan. Elle explique ensuite à sa patronne qu'elle doit d'urgence retourner au village, et obtient son accord pour quitter la place 5 jours avant la fin du mois, une décision dont elle n'informe pas sa sœur. Son salaire mensuel en poche, elle part directement au village exposer le problème à sa mère. 4 jours plus tard, sa mère fait repartir Assana seule à Abidjan, lui assurant qu'elle s'y rendrait très bientôt parler avec sa fille, et qu'Assana pouvait maintenant aller travailler à son compte propre. Quelques semaines plus tard, la médiation de la mère d'Assana mit fin aux palabres entre les deux sœurs.

Dans son nouvel emploi, Assana travaille chez un couple de petits salariés qui vivent avec leurs 3 enfants (5, 12 et 24 ans, 2 scolarisés et 1 étudiant). Elle négocie elle-même un salaire mensuel de 15 000 francs CFA. Chaque jour de 5h à 22h-22h30, elle exécute tous les travaux domestiques, s'occupe de la benjamine quand elle n'est pas à l'école, l'y accompagne et rend divers petits services que lui demandent les membres du ménage (faire une course, repasser une chemise pour une sortie, tresser les cheveux de l'enfant, etc.). Un week-end de congé lui est accordé par mois, que la jeune fille passe « en famille » à Treichville où elle retrouve également ses camarades d'enfance et sa « petite tante ». Cette dernière est employée comme petite bonne chez un salarié célibataire qui lui donne moins de travail et autant d'argent : Assana juge alors son propre emploi trop fatigant et demande à sa « petite tante » de lui trouver une autre place.

Quelques mois plus tard, elle quitte sa patronne en prétextant une visite à sa mère, mais part en fait avec sa « petite tante » rencontrer sa future patronne, à laquelle Assana propose ses services pour 15 000 francs CFA par mois. Après une journée d'essai réussie, Assana commence son deuxième emploi de "petite servante" salariée, là où je la rencontre 5 mois plus tard.

« Ce que j'aime ici ? C'est bien, ce n'est pas dur aussi, il n'y a pas beaucoup de travail, ça me plaît comme ça. Ma tantie [patronne] est gentille avec moi, par exemple la fois passée quand tu es venue la voir, ce jour-là j'avais des maux de dents : elle m'a donné des comprimés et puis elle m'a dit de me reposer, c'est elle qui a préparé [le repas]. Elle me donne des cadeaux aussi : des habits, et quelquefois elle me donne 2 000 francs comme argent de poche. [...] Et je suis libre aussi : ma petite tante vient me voir, ma mère aussi est venue ici le mois passé, même mon copain peut venir quelquefois, je lui demande et souvent ma tantie est d'accord. Je peux sortir aussi, si je veux me promener un peu, aller causer avec le gardien de l'immeuble, ou bien aller au marché d'Adjamé, je lui demande. [...] Et les week-end aussi, le premier jour quand je suis venue, je lui ai demandé mes 15 000 francs par mois, et aussi deux week-end par mois, du samedi soir au dimanche soir ; mais elle c'est chaque week-end qu'elle m'a proposé de descendre ! Mais moi je préfère chaque deux semaines, parce que sinon les gens de mon quartier [à Treichville] vont dire que je me promène beaucoup : je n'aime pas ça. [...] J'espère durer ici parce que c'est très bien, je n'ai pas de problème. »  
(Assana, 20 mars 2001)

Avec l'argent qu'elle gagne, la jeune fille, coquette, achète des vêtements et quelques accessoires « féminins », elle paie sa pommade et ses tresses (savon et dentifrice sont financés par sa patronne) et finance ses transports en wôrô-wôrô (taxi collectif). Elle économise un peu pour faire des cadeaux à sa mère : lorsqu'elle est venue la voir en février 2001, Assana lui a donné un pagne et 12 000 francs CFA. Si elle pouvait rester chez une patronne comme celle-là, Assana voudrait continuer à travailler comme petite bonne le temps nécessaire pour économiser de quoi monter un petit commerce de pagnes ou d'articles de mode féminine (chaussures, sacs, chaînettes) ; elle souhaite rester vivre à Abidjan.

Les conditions de vie et de travail d'Assana ont changé un peu avec l'arrivée d'une « colocataire » vers la mi-mars 2001. La jeune femme, célibataire, loue à la patronne la chambre qu'Assana occupait : la jeune fille dort désormais au salon ou sur le balcon, elle n'a plus d'espace privatif pour recevoir des visiteurs.

Cette nouvelle femme fait également travailler Assana : nettoyer sa chambre, laver son linge, faire des petites courses dans le quartier, lui servir les repas. La jeune fille ne s'en plaint pas car sa patronne lui a dit avoir demandé à la nouvelle locataire d'ajouter 7 500 CFA à son salaire. Assana attend, tout en précisant que la dame, elle, ne lui a encore rien dit ni donné. Assana ne connaît pas l'activité professionnelle de cette femme mais elle est sûre d'une chose : elle n'ira pas vendre quoi que ce soit pour elle.

“Petite nièce”, “enfant louée”, de nouveau “petite nièce” puis “enfant louée” avant de s’émanciper comme “petite bonne salariée” : de 7 à 18 ans, Assana a ainsi parcouru les différents statuts d’emploi de petite domestique. À ce titre, sa situation est exemplaire. Mais elle n’a rien d’exceptionnel : il y a bien d’autres biographies de cet ordre. J’ai présentée celle d’Assana parce qu’elle était très bien documentée, la qualité de l’information étant liée à des conditions exceptionnelles d’enquête : dès que j’ai rencontré sa patronne, elle m’a immédiatement proposé d’interviewer « sa fille », en m’assurant que je pouvais venir quand je voulais, c’est-à-dire même en son absence. Autorisée par sa patronne et curieuse de ma démarche, Assana – qui de plus, n’était pas toujours surchargée de travail – accepta sans aucune réticence de participer à l’étude. Une fois saisi l’intérêt que je portais aux détails et aux données qualitatives, elle fit un réel effort de précision, et, l’heure tournant, elle fut même enthousiasmée par ma proposition pour un second entretien.

D’autres récits de vie de petites domestiques ressemblent beaucoup au sien, mais pour diverses raisons, étroitement liées à la situation d’enquête et aux conditions oppressives de vie et de travail des interviewées, ils furent moins bien détaillés.

Les biographies des petites domestiques montrent que dans leurs trajectoires (qui durent de 2 à 5 ou 6 ans le plus souvent, au maximum 10 à 13 ans pour celles qui ont commencé très jeunes), plusieurs statuts d’emploi peuvent, ou non, se succéder. Il y aurait en fait très couramment une succession de plusieurs statuts, ce qui permettrait aux jeunes filles, à l’issue de leur expérience de travail en ville, de porter un regard critique – ou tout au moins rétrospectif – sur les différents modèles d’embauche et leurs avantages et désavantages associés. Informés eux aussi, certes souvent , des trajectoires d’emploi de leurs filles, certains parents villageois tenteraient de mettre en place des stratégies visant à « sécuriser » la migration urbaine de travail de leur fille, ou du moins à maximiser les chances d’en rapporter des biens substantiels.

#### **4. Stratégies des parents**



### ***Une dégradation des conditions***

Les récits rétrospectifs d'anciennes petites domestiques mettent en évidence une dégradation de statut de ces jeunes travailleuses migrantes : de manière généralisée, en Côte-d'Ivoire les familles villageoises constatent, depuis une vingtaine d'années, une détérioration importante des effets économiques et sociaux de la migration urbaine des filles. Pourtant, l'aggravation des conditions de vie dans de nombreuses zones rurales oblige les familles à faire partir les filles pour travailler en ville, mais par exemple dans le Nord-Est de la Côte-d'Ivoire, il apparaît que de plus en plus, des efforts sont faits pour limiter les effets négatifs du séjour de leurs filles en ville, et retenir les plus jeunes au village.

Très brièvement ici, retenons que la détérioration des conditions des migrations de travail des petites domestiques est relevée par les parents à 3 traits principaux :

- \* une "détérioration à distance". Dans la région de Bondoukou, les parents signalent une diminution des échanges ville-village pendant le séjour de leurs filles en ville : moins de nouvelles circulent, les visites des filles au village sont plus aléatoires, et surtout une importante restriction des transferts (en argent et en nature) est remarquée.

- \* le contenu de la « valise » avec laquelle les jeunes migrantes reviennent au village est sans doute l'élément le plus significatif de la dégradation des systèmes "petite nièce" et "enfant louée" selon les parents du nord-est ivoirien ; de nombreuses filles ne reçoivent qu'une valise dérisoire, comparée aux 2 à 5 années passées à travailler en ville... quand elles ne retournent pas au village carrément les mains vides. Les pratiques des "tanties-placeuses" de la parenté élargie sont particulièrement décriées en raison de leurs abus. Personne en effet n'est dupe des profits que leur rapporte le système de louage de petites domestiques.

- \* Maltraitance des filles, grossesses indésirées et sida. Tous les villageois connaissent aujourd'hui dans leur entourage, des histoires abominables de petites domestiques qui, en ville, ont souffert de mauvais traitements caractérisés de la part de leurs employeurs : conditions déplorables de travail, violences verbales et physiques, privation de repas, voire abus sexuels de la part des hommes de la maison ou de l'entourage. Depuis une quinzaine d'années, les familles villageoises du nord-est de la Côte-d'Ivoire assistent à une augmentation du nombre de jeunes migrantes qui reviennent enceintes au village ; ces grossesses non désirées sont souvent compliquées par des tentatives d'avortement clandestin, qui mettent gravement en danger la vie des jeunes filles. Enfin, de nombreuses jeunes travailleuses domestiques prennent aujourd'hui le chemin du retour au village pour y mourir du sida. Diverses observations indiquent qu'une proportion importante de jeunes migrantes reviennent « très malades » de leur séjour en ville.

## ***Stratégies des parents et des filles pour sécuriser les migrations de travail des petites domestiques***

Les parents villageois savent désormais que les filles ont la possibilité d'obtenir en ville un emploi directement salarié : ce modèle d'embauche est désormais privilégié, aussi bien de la part des parents que des filles elles-mêmes. De sorte que bien des villageois attendent désormais que leurs filles aient au minimum 13-14 ans pour les laisser partir travailler en ville comme "petites bonnes directement salariées". Ou bien, lorsque c'est une fillette qu'ils consentent à faire partir, les parents affirment qu'ils ne confient désormais leurs filles qu'à des parentes installées à Abidjan. En décidant de resserrer ainsi le lien de parenté entre la jeune migrante et sa tutrice, ils pensent augmenter ses chances de vivre une expérience migratoire favorable sur le plan économique, et « contrôlée » sur les plans social et de la santé, l'idée étant qu'en raison des intérêts qu'elle a de conserver une bonne réputation au village, cette parente urbaine ne pourra pas se soustraire à ses obligations familiales de réciprocité.

Par ailleurs, quelques cas m'ont été rapportés en Côte-d'Ivoire où les parents (plutôt la mère) décident d'accompagner eux-mêmes leur fille à Abidjan chez une parente qui, , devient sa tutrice (ou sponsor). Pour les parents, le but de cette démarche est de montrer qu'il sera éventuellement possible de revenir par la suite pour prendre soi-même des nouvelles de son enfant, et « contrôler » les conditions de son placement et surtout, de sa rémunération.

Tant que les conditions économiques le leur permettent, de nombreux parents villageois refusent aujourd'hui de faire partir leurs filles en ville.

Depuis une dizaine d'années, la mise en place de groupements de femmes en coopératives (GVC) vivrières ou artisanales, l'amélioration de l'accès des femmes à des micro-crédits, ainsi que les efforts de l'UNICEF, des gouvernements et des ONG pour promouvoir la scolarisation des filles dans les régions reculées, soutiennent cette volonté de garder les filles au village, notamment les plus jeunes. Les actions de sensibilisation se multiplient également pour informer parents et filles des nombreux problèmes liés au phénomène de la migration des petites domestiques.

Dans les villages du Nord-Est de la Côte-d'Ivoire, les femmes sont maintenant encouragées par les hommes du village afin de réduire la migration urbaine des jeunes filles. On assiste à une évolution des rapports hommes-femmes concernant la décision de faire partir les filles : alors que les hommes,

impuissants à proposer une alternative satisfaisante, étaient contraints jusque là de laisser les femmes gérer toute cette affaire et envoyer les filles « tenter leur chance » en ville, le développement récent de nouvelles cultures de rente (anacarde) génère de nouveaux revenus, permettant aux hommes de peser davantage dans la formulation des projets de migration urbaine des enfants.

Cependant, malgré quelques améliorations au niveau de la situation économique à la fin des années 1990, les collectifs de parenté villageois éprouvaient bien des difficultés à freiner les flux migratoires des filles vers la ville. D'une part, malgré les désillusions que les conditions réelles de retour de certaines migrantes n'ont pas manqué de susciter, les parents les plus démunis se disent « obligés » de continuer à faire partir leurs filles : ils sont « serrés » dans leur extrême pauvreté...

D'autre part, les jeunes filles elles-mêmes ne sont pas toujours d'accord avec cette nouvelle position des parents qui cherchent à freiner leur migration en ville. Des cas de fugues d'adolescentes, qui contournent ainsi l'interdiction parentale de partir travailler en ville, sont relatés dans toute la sous-région. Sans doute sont-elles plus exposées que d'autres aux réseaux de trafic à des fins d'exploitation domestique, mais des exemples en Côte-d'Ivoire montrent que c'est également leurs réseaux personnels que ces jeunes filles parviennent à organiser une migration de travail hors du contrôle parental mais relativement sécurisée, i.e. que si elle ne les met pas à l'abri de l'exploitation de leur travail, elle se distingue néanmoins des pratiques les plus abusives, notamment de trafic d'enfants. Se manifeste clairement ici de la part des jeunes filles d'origine rurale, un désir d'autonomie par rapport aux pratiques et aux activités villageoises ; la migration urbaine représente pour elles une source de changement important non seulement vis-à-vis de leur famille et des règles coutumières, mais également en ce qui concerne leurs comportements démographiques et matrimoniaux (Lesclingand 2004b).

### **Conclure ?**

Ce texte proposait de montrer la diversité des situations que recouvre le phénomène des petites domestiques en Afrique de l'Ouest. Des conditions extrêmes méritent certes d'être dénoncées et combattues. Mais loin des représentations simplistes et sensationnalistes, où les petites domestiques sont parfois résumées à des « petites esclaves » victimes de trafic, j'ai voulu ici dégager les dimensions principales d'un phénomène complexe, à la fois ancien et en pleine transformation sous les effets notamment de l'urbanisation croissante, de la récession économique, du développement du travail féminin, de la mondialisation...

Le phénomène des migrations juvéniles féminines temporaires pour travail domestique en Afrique de l'Ouest n'est bien entendu pas uniforme, et des variantes s'observent quant à ses modalités pratiques, ses effets, ses implications. Par exemple, faute d'éléments suffisamment précis, il est peu question dans cet article des différences entre migrations saisonnières pour travail domestique (importantes, semble-t-il, au Burkina, au Sénégal et au Mali) et migrations non saisonnières (plutôt dominantes en Côte-d'Ivoire, au Ghana et au Bénin).

Mes recherches en Côte-d'Ivoire ont permis de découvrir la diversité des statuts des petites domestiques, et de mettre en évidence pour la première fois, l'existence d'un marché spécifique du service domestique juvénile. Or c'est là un trait commun se dégageant de toutes les enquêtes (en nombre croissant ces dernières années) conduites en Afrique de l'Ouest : la commercialisation du service domestique juvénile. Il n'y a pour autant pas lieu de diaboliser, en soi, cette évolution : par exemple, le développement récent du salariat domestique juvénile a pour effet de donner une valeur marchande à ce travail et partant, du prix à celle qui l'accomplit.

À titre de conclusion, rappelons simplement que les travailleurs domestiques, catégorie féminine s'il en est, demeure une catégorie négligée. Soulignons alors l'intérêt (voire l'urgence ?) qu'il y aurait, tant pour la connaissance scientifique que pour l'action, à poursuivre des recherches – qualitatives et quantitatives – approfondies sur la question des enfants et jeunes travailleurs domestiques. Explorer le devenir des ex-jeunes travailleuses migrantes serait une perspective féconde, notamment pour saisir et comprendre les causes explicatives des itinéraires divergents.

## Terrain et méthodologie

Pour étudier les dimensions multiples du phénomène des petites domestiques et en saisir les transformations, il était essentiel de coordonner une description micro-économique et micro-sociale de quelques situations, expériences variées et histoires concrètes, à une approche plus large, macro-économique et historique. Différents types de sources ont ainsi été combinés pour servir la progression de ma recherche doctorale sur le service domestique juvénile à Abidjan.

La question du travail domestique des enfants (voire des femmes en général) reste très peu documentée. J'ai néanmoins pu travailler à partir de diverses sources écrites qui abordaient plus ou moins directement cet objet (données statistiques et analyses démographiques, anthropologiques et sociologiques, relatives notamment à la composition des ménages, aux flux migratoires, au 'secteur informel', aux activités des femmes, à la scolarisation des enfants...). Elles ont servi de cadre aux enquêtes que j'ai personnellement menées lors de 12 mois de terrain, répartis en trois séjours (1999, 2000 et 2001). Cette pratique de passages répétés, dont je craignais, au départ, qu'elle complique l'enquête, s'est en fait révélée très féconde et ajustée à la temporalité de l'objet, notamment pour observer la rotation des petites domestiques, la multiplication des agences de placement ou encore pour suivre la médiatisation croissante du phénomène.

Les sources orales ont eu la première place dans cette recherche. Elles ont permis d'explorer le champ de la vie quotidienne et domestique, de constituer des biographies, de décrire pratiques et comportements, mais également ce qui les relie (opinions, valeurs, symboles). J'ai fait le choix d'une méthode entièrement qualitative, dans une démarche de type ethnographique (observations approfondies, entretiens non-directifs et semi-directifs, récits de vie) favorisant une perception rapprochée de ce qui se passe en des lieux de sociabilité significatifs : des unités domestiques principalement, mais aussi des marchés, des petits commerces de rue, des maquis, des agences de placement, le bureau abidjanais du BICE et de façon plus événementielle, des réunions officielles célébrant les Droits de l'Enfant, des forums sur l'aide à l'enfance en difficultés, etc.

Une présence personnelle, prolongée et répétée sur le terrain donne accès à une compréhension des cadres ordinaires de l'expérience et favorise l'instauration d'un rapport de confiance avec les personnes enquêtées. L'apprentissage du métier de sociologue à la peau blanche sur un terrain africain eut l'avantage de stimuler ma réflexion sur la situation d'enquête, et tout particulièrement sur la possibilité, illusoire, d'une position neutre du chercheur dans l'espace social qu'il étudie.

La plupart des difficultés de cette enquête – notamment pour accéder aux petites domestiques et leur donner la possibilité d'une parole qui, souvent, leur est interdite, ou encore pour obtenir la confiance et interviewer des intermédiaires professionnels de placement (dont l'activité – souvent illégale et parfois clandestine – est régulièrement décriée par la presse locale) ont pu être surmontées en élaborant un système de médiation pour entrer en relation avec les futures personnes interviewées. Il s'agissait alors bien entendu d'interroger, sinon de contrôler, l'influence que pouvait avoir le recours à ces médiateurs.

Au total, le corpus est composé de 173 entretiens, dont 101 ont été enregistrés sur bande sonore. Principalement à Abidjan, mais aussi dans la région de Bondoukou (au Nord-Est de la Côte-d'Ivoire), ces entretiens ont été menés auprès d'un ensemble diversifié de ménages et de personnes : des employeurs de petites domestiques (30) ; des filles domestiques en situation de travail et d'anciennes filles domestiques (51) ; des intermédiaires de placement/recrutement (27) ; quelques parents villageois de petites domestiques (5) ; et diverses personnes qui s'occupaient directement ou indirectement du phénomène des petites domestiques (des responsables d'ONG, d'institutions internationales, d'associations, de ministères ivoiriens ; des journalistes).

## References

- Adihou, A.-F. (1998) , Anti-Slavery International/Enfants Solidaires d'Afrique et du Monde, Londres/Cotonou.
- Aduayi, R-D. (2004) , Thèse de Doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal, Montréal Québec (Canada).
- Anti-Slavery International/WAO-Afrique, (1994) ASI/WAO-Afrique, Lomé.
- Antoine, P. et Herry C. (1982) , Direction de la Statistique, ORSTOM, Abidjan.
- Antoine, P. et Guillaume A. (1986), Une expression de la solidarité familiale à Abidjan : enfants du couple et enfants confiés', (Colloque de Genève, septembre 1984), Association internationales des démographes de langue française, pp. 289-297, Paris.
- Apt, N. A. (2005) , UNICEF.
- Barrere-Maurisson, A. (1984) , Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Beauchemin, C. (2002) 'Des villes aux villages : l'essor de l'émigration urbaine en Côte d'Ivoire', (624) : 157-178.
- B.I.C.E. (1998) , B.I.C.E., Côte-d'Ivoire, Abidjan.
- BIT (2007) , Bureau International du Travail, Mali.
- BIT-IPEC/ République de Côte-d'Ivoire / INS (2008) – 2005, Abidjan.
- Black, M. (1997) , Anti-Slavery International, Londres.

- Busia, N. (1992-1993) 'Domestic Servants in Ghana', *Journal of Modern African Studies*, 13 (8): 81-87.
- Chadeau, A. et Fouquet A.(1981) 'Peut-on mesurer le travail domestique ?', *Revue africaine de sociologie*, n° 136: 29-42.
- Charmes, J. (1996) 'La mesure de l'activité économique des femmes', in T. Locoh (éd.), *Le travail domestique en Afrique*, CEPED, Document et Manuel (5) : 35-44, Paris.
- Diallo, A. (2009) *Le travail domestique en Côte d'Ivoire*, Mémoire de Master 2 en anthropologie (en cours de réalisation), Centre d'Etudes africaines, Paris.
- Diop, R. (1992-1993) 'The sale of child labour in Côte-d'Ivoire', *Journal of Modern African Studies*, 13, (8): 79-96.
- Effa, J. (1996) *Le travail domestique en Côte d'Ivoire*, Constitutional Rights Project, Lagos.
- ENDA, TIERS-MONDE(1993) *Le travail domestique en Côte d'Ivoire*, Enda-Editions Dakar.
- \_\_\_\_\_. (1996) *Le travail domestique en Côte d'Ivoire*, Enda T.M. Jeunesse Action/ Gouvernement du Sénégal, B.I.T., UNICEF, Dakar.
- Ghana Statistical Service (2003) *Le travail domestique en Côte d'Ivoire*, Accra.
- Hashim, I. (2008) 'Gendering Children's Migration: the impact of gender on processes and experiences of migration', communication at the *Workshop on Migration, Globalisation and Poverty*, University of Sussex, Brighton, 6-8<sup>th</sup> May 2008.
- ILO (2004a), *Le travail domestique en Côte d'Ivoire*, International Labour Office, Geneva.
- ILO (2004b) *Le travail domestique en Côte d'Ivoire*, International Labour Office, Geneva.
- Jacquemin, M. (2002) 'Travail domestique et travail des enfants, le cas d'Abidjan (Côte-d'Ivoire)', *Revue africaine de sociologie*, XLIII (170): 307-326.
- \_\_\_\_\_. (2004) 'Children's Domestic Work in Abidjan, Côte-d'Ivoire. The women have the floor', *Revue africaine de sociologie*, 11 (3): 383-397.

\_\_\_\_\_. (2006) 'Can the Language of Rights Get Hold of the Complex Realities of Child Domestic Work ? The Case of Young Domestic Workers in Abidjan, Ivory Coast', \_\_\_\_\_, 13 (3): 389-406.

\_\_\_\_\_. (2007) \_\_\_\_\_, Thèse de doctorat de sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales/Centre d'Etudes africaines, mai 2007, Paris.

Le Pape, M. (1997) \_\_\_\_\_, Karthala, Paris.

Lesclingand, M. (2004a) 'Nouvelles stratégies migratoires des jeunes femmes rurales au Mali : de la valorisation individuelle à une reconnaissance sociale', \_\_\_\_\_, (55): 21-42.

\_\_\_\_\_. (2004b) \_\_\_\_\_, Thèse de doctorat de Démographie économique, Paris.

L.I.D.H.O. (1995) \_\_\_\_\_, Abidjan.

Locoh, T. (1993) 'Les familles africaines face à la crise', A \_\_\_\_\_, 166: 3-14.

OIT (2007) \_\_\_\_\_, Organisation Internationale du Travail, Genève.

Pilon, M. (1997) \_\_\_\_\_, CEPED/ENSEA-INS-ORSTOM-URD, Paris.

RIISØEN, K.H. (2004) \_\_\_\_\_, Fafo Institute for Applied International Studies, Fafo-report 440.

Some, S (2006) \_\_\_\_\_, Mémoire de Master 1, Département de Sociologie-anthropologie, Université de Lille.

Terre Des Hommes (2003) \_\_\_\_\_, Terre des Hommes- Burkina Faso.



- Tsikata, D (à paraître)  
, Conditions of Work and Employment Series, No. 23, ILO,  
Geneva.
- Vandelac, L . (1985) , Editions St  
Martin/Syros, Montréal/Paris.
- Veil, L (1998)  
, UNICEF, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, CEPRASS, Abidjan.
- Verlet, M (1996) 'Grandir à Nima (Ghana) – Dérégulation domestique et mise au travail– ', in B. Schlemmer  
(dir.), , Karthala-ORSTOM, Paris.
- Vidal, C (1985) 'L'artisanat féminin et la restauration populaire à Abidjan', Bisilliat, J. . (éds),  
, Éditions de l'ORSTOM, Paris.
- Vidal, C, Le Pape, M, (1986)  
CNRS/ORSTOM, Paris/Abidjan.
- Waring, M (1996) , documentaire réalisé par Terre  
Nash.



Working Paper drafted for the workshop:  
***Child and Youth Migration in West Africa:  
Research Progress and Implications for Policy***  
Organised by the Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty  
University of Sussex and Centre for Migration Studies, University of Ghana  
9<sup>th</sup>-10<sup>th</sup> June 2009, Hotel Alisa, Accra

## **(IN)VISIBLE YOUNG FEMALE MIGRANT WORKERS: 'LITTLE DOMESTICS' IN WEST AFRICA**

### **COMPARATIVE PERSPECTIVES ON GIRLS AND YOUNG WOMEN'S WORK**

Mélanie Jacquemin

**July 2009**

With additional funding from:



This paper may be reproduced free of charge in any format provided the source is acknowledged.

## Introduction

12<sup>th</sup> June 2004 – 3rd World Day Against Child Labour:

"10 million children working as servants. The biggest employer of young girls across the world is domestic labour [...] Children who are domestic workers are currently the most vulnerable group of workers in the world" (statement from the ILO)

"Efforts against child labour often overlook domestic workers [...] Millions of girls are trapped in poorly paid jobs as domestic servants." (statement from UNICEF)

It is perhaps surprising that the attention given to child employment in domestic situations is a relatively new thing. Although child labour and child exploitation is now central to the work of specialist international bodies (ILO, UNICEF) and the relevant NGOs and the subject is also stirring increasing interest among social science researchers and has received media attention, domestic work among children remains an unrecognised and even neglected issue. Over the last fifteen years, however, there has been increased involvement of NGOs and international bodies. Their work – in a context where public attention and institutional policy focus primarily on the 'worst forms of child labour' and specifically on the situation for girls<sup>1</sup> – and media attention has shed new light on the "10 million children working as dogsbodies" ( [national French newspaper], 11/06/2004) in the public consciousness and in development programmes. In June 2004 a report entitled

, published by the ILO, was to formalise this recent recognition of domestic work as part of the general 'child labour' issue.

Globally the scale of children employed as domestic workers has now been uncovered – and whereas it was invisible, it has suddenly become a 'society problem' in many southern countries. As such, this issue indisputably calls for action. Also, given the serious nature of certain situations, it should be condemned as a moral scandal. This, however, is not the role of the researcher. There is no need to justify that the priority for action lies with situations of slavery, trafficking or debt servitude. However, we cannot assume that these extreme situations relate to the majority of 'young female domestic workers' in West Africa, although observations do confirm that the majority of these girls live and work in very difficult conditions.

---

<sup>1</sup> See the ILO's Convention 182 and Recommendation 190 (June 1999), which focuses on "banning and taking immediate action to eliminate the worst forms of child labour"

In West Africa, the practice of 'young female domestic workers' is a not new thing. Contrary to what we may think, it has not come about due to the recession or Structural Adjustment Programmes (SAPs), which have affected the majority of countries in the sub-region since the 1980s. However, this practice has changed and become more complex, particularly due to the economic crisis. The difference lies in the new ways children are put to work, which have developed over the last twenty years.

Despite increased research into domestic employment, we must recognise that there is a lack of in-depth studies available to assess the extent and significance of the issues relating to children in domestic employment. This is necessary to have a greater and more solid understanding of the various different dimensions that could lead to appropriate action to fulfil the specific needs expressed by these very young migrant workers – the majority of whom are girls.

Without claiming to provide a definitive answer to these complex issues, here I will present four sections, which aim to demonstrate not only the scale of the trend but also the diversity of the existing dynamics. The first section relates to the issue of quantifying 'little domestics': until now this has not been possible but knowing their numbers is seen as critical and relates more generally to recognising these young migrant workers and the ways they can be categorised. In order to demonstrate the many different situations that need to be taken into account, the second section lists the main ways that young female domestic workers in the large cities of West Africa are placed and their employment statuses. The third section is based on a biographical example of a young domestic worker in Abidjan and highlights that the employment paths of these young migrants are not linear, but rather the opposite; they often have a succession of different domestic employment positions. Depending on the age of the worker, these changes sometimes reveal a certain level of autonomy and at other times a strong dependency. Finally, the fourth section will examine the contexts and ways in which the parents and young girls themselves try to put strategies in place to make urban migration for employment of 'young female domestic workers' safer.

### **Sources and methodology**

The majority of the data this document is based on comes from studies I have personally undertaken in Abidjan, Côte d'Ivoire, in 1999, 2000 and 2001, as part of my doctoral research in Sociology (Jacquemin 2007) – see the table on methodology at the end of this document. I wish

to make clear here that I have not undertaken in-depth studies in other countries of the sub-region. Aside from Abidjan and Côte d'Ivoire, data given from this point relating to West Africa is from:

- \* reports on studies and workshops on child domestic labour (and trafficking) (UNICEF, ILO/NGOs) ;
- \* journalistic sources (newspapers/TV/radio) and documentaries;
- \* 2 brief exploratory studies by the author in Bamako and Dakar, in 2001 and 2009);
- \* some scientific articles and Social Science Masters dissertations, which talk to a greater or lesser degree about the practice of young females migrating to become domestic workers in one of the countries in the sub-region;
- \* personal conversations with researchers and students writing about this subject.

### **1. How many young female domestic workers are there?**

It remains impossible to give an exact figure on this practice for various reasons, which we will look at briefly. However, from all the observations, three key elements are certain:

- \* The number of children and young people, whose main job is domestic work in the majority of large cities in the South, and in West Africa in particular, is undoubtedly very high. According to the ILO-IPEC (2006), more than 200 million children aged between 5 and 17 years are working throughout the world. Among these children, the number of young girls under 16 years employed in domestic work is higher than for any oth

relations also remain strongly characterised by female to female relationships, as employers who have the main authority over female domestic workers are primarily women (but of course, there are also men in this role). However, there are no quantitative statistics on this.

\* These young female workers are mainly internal, transborder, subregional or transcontinental migrants. In West Africa, it appears that the majority of 'young female domestic workers' are internal or transborder migrants.

Recent studies undertaken in Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso, Senegal, Ghana, Benin and Togo (see bibliography) show that in all the major cities in West Africa, there are currently 'little domestics' coming from the internal regions of that country and to a lesser extent, girls and young women from all over the sub-region. So one must challenge the alleged 'regional specialties' of this activity: in Abidjan, not all female domestic workers come from the Bondoukou region or the Baule area; in Ouagadougou, it is not exclusively girls from the Sourou province who are involved in this activity, and Sereer girls do not currently dominate domestic service in Dakar, etc. There are certainly dominant trends, which correlate with contextual factors and regional determining issues, but the modern day reality is that the practice of young female domestic workers is more widespread and more complicated than 'specific ethnic groups' as it is sometimes portrayed.

### ***The Abidjan context***

In 2000, ICCB<sup>2</sup> estimated (without revealing its sources) that there were 30,000 young female domestic workers in Abidjan. The media in Côte d'Ivoire circulated this figure, which I personally believe is an under-estimation.

Despite the lack of precise numerical data on the practice of 'little domestics', all the studies document that there is a very high number of these workers in the Ivorian economic capital. In a city where only the wealthiest people employ adult domestic help (known as 'adult maids') and ' ', it is actually young girls and adolescents that undertake the majority of domestic work for the working and middle classes. This large urban workforce made up of young Ivorian migrants from rural areas has clear and longstanding repercussions on the demography of Abidjan. In fact, the high number of girls coming to Abidjan can be seen through

---

<sup>2</sup> The International Catholic Child Bureau is an international NGO based in Geneva.

the age pyramid of the city's population: girls aged 10 to 19 are markedly over-represented compared to boys of the same age and other female age groups (Table 1). The ethnological and anthropological studies on the relocation and fosterage of children have made this demographic anomaly clear: it shows that the high number of female minors in Abidjan results from the mass immigration of young girls coming from the extended rural family to work as house-helps or maids for urban kin (Etienne 1979, Antoine and Herry 1982, Antoine & Guillaume 1986).

**Table 1 – Male:female ratio in the age groups 5-24 years in Abidjan since 1955**

Year	5-9 yrs	10-14 yrs	15-19 yrs	20-24 yrs
1955	100.4	110.6	107.9	125.3
1975	90.7	76.3	86.8	141
1978	-	69.1	71.6	-
1988	94	76	71.5	97
1998	95.9	79.1	71.6	98.9

Sources: Abidjan 1955 census  
 General population census in Côte d'Ivoire, 1975  
 Multi-round demographic survey. City of Abidjan (E.P.R.), 1978  
 General population census in Côte d'Ivoire and Habitat census in the Republic of Côte d'Ivoire, 1988  
 General population census in Côte d'Ivoire and Habitat census in the Republic of Côte d'Ivoire, 1998.

The "overpopulation" of female minors in Abidjan was first seen during a period of economic growth (1970s) and has prolonged ever since. The last census (1998) confirmed this increasing demographic trend. However, the classic theory of family solidarity does not suffice to explain this continued phenomenon during a period of economic recession, which has affected Côte d'Ivoire

since the early 1980s. On the contrary, many studies have shown that family solidarity has weakened; they show an increase in people "returning to the village" and particularly a decrease in the migratory flow of fostered children sent to Abidjan as a "crisis acts" (Vidal and Le Pape 1986, Beauchemin 2002).

As budgets tighten how can we explain all these young 'domestic helps' being kept on in Abidjan homes? The theory that it is due to an increase in child trafficking in the sub-region cannot go all the way to explaining this trend. The situation in Abidjan demonstrates the central function of girls and young women working in this way in a context where there is a low level of industrialisation and serious economic crisis – which has led to high levels of exploitation among these girls. However, 25 years ago a wage system was established for young female domestic workers, which was a major development that gave market value to this work, and thus a price to girls undertaking the work. This also had a direct effect on accounting for these young female workers, which returns us to the difficult question of how many 'little domestics' there are.

### ***A question that remains unanswered***

The level of child domestic labour is difficult to assess thoroughly due to the 'hidden' nature of the work in private homes. However, aside from the 'hidden' aspect of the issue, there is a central need to define the practice to establish precise estimates of the number of young female domestic workers. In other words; which types of 'little domestics' are taken into account when counting them officially?

I am not going to enter into the general debate around recognising the economic nature of domestic work (Chadeau and Fouquet 1981, Barrère-Maurisson 1984, Vandelac 1985, Charmes 1996, Waring 1996). I will simply note that counting domestic work (as an economic activity) simply when it is undertaken "for another person in exchange for payment" or for someone who is not "a family member" is both too vague and too precise if we really want to quantify the scale of child domestic labour.

### ***"Domestic labour": a useful census category. However, it is overlooked.***

By comparing the reports on two studies undertaken in Abidjan, one in 1978 and the other in 1992, we can confirm not only that domestic work is habitually classed as 'not working', but also that they demonstrate the need to identify this work differently in order to have a clearer



understanding of the work situation amongst young people, and young women in particular. In fact, in 1992 another category was added to the four used previously (see table 2), i.e. 'domestic work', which included housewives and domestic helps. This was a very important development as this new category accounted for 14% of girls aged 5 to 15 years and 38% of girls aged 15 to 19 years (compared to 0.5% and 1.5% for the same age groups among boys), whereas previously these young female domestic workers would have been classed as 'not working'. However, although the category of 'domestic work' could have been useful to make this activity visible and estimate its extent, it was not incorporated in later studies. The 1998 Côte d'Ivoire census maintained the category 'housework' as one of the eight activities for residents aged 6 years and older. However, it is unlikely that a 9-year-old girl, or even a 19-year-old single female, who are considered dependants (i.e. not a head of household) would be registered under 'housework' even if they undertook household chores on a full time basis that were essential to the running of the house; despite all the labour they provide, they are classed as 'not working'.

Table 2 – Division of 'young people' by activity according to gender and age in 1978 and 1992

Abidjan

	5-14 yrs		15-19 yrs		
	Boys	Girls	Boys	Girls	
<b>1978</b>	Paid work	0	2	2	1
	Other work	2	3	1	6
	In school	6	4	4	2
	Not working	7	7	4	2
		3	4	1	6
		1	8	8	0
		1	1	1	1
		0	0	0	0
		0	0	0	0
		%	%	%	%
<b>1992</b>	Paid work	0	3	4	1
	Other work	5			5
	In school	2	2	2	1
	Domestic work	7	6	5	2

Not working	7	1	4	6
	0	1	1	3
	,5	4	,5	8
	20	20	18,5	8
	100%	100%	100%	100%

(1978, 1992): trainee, family help.

(1992): persona registered as a housewife or house-help

(1978 : the 1978 census did not differentiate between people who 'not working' and people undertaking domestic (or household) work. People classed as 'not working' in 1978 can therefore be compared to the sum of 'domestic work' and 'not working' in 1992.

Sources:

From M. Le Pape (1997).

Despite ILO attempts (2004a, 2007) to clarify the definitions of child domestic labour, we can see that there are still gaps in terms of taking into account children undertaking domestic work within the (extended) family, which is an issue in West Africa in particular where the most common family structure in urban settings is not that of a nuclear family. Empirical evidence shows two trends that make realistic estimates of the number of young female domestic workers impossible:

- \* domestic work is not recognised as an economic activity;
- \* it is not accepted that working for the family is a workplace or that this family work could lead to exploitation (Jacquemin 2006).

**Some examples:**

According to a recent "National Survey on Child Labour"(Ghana Statistical Service, 2003), only 1% of children at work in Ghana are 'child domestic workers', while 88% of children at work are classed as 'unpaid family workers'. We can reasonably assume that the vast majority of these are young domestic workers and as a result have not been classed as such (Tsikata, forthcoming).

Two very recent national survey reports on child labour (Côte d'Ivoire 2005, May 2007), which were supervised by ILO-IPEC, were also not able to draw a more accurate understanding of the number of young female house-helps at work in these countries: partly due to the United Nations System of National Accounts (SCN, 1993) being adopted – which does not account for unpaid domestic labour. And also due to the ambiguity around the categories 'household or domestic activities' and 'domestic service'. The report states that in Mali 26,000 girls aged 15 to 17 years work as paid domestic help, the majority being in Bamako. However, we learn nothing about young girls who have not been declared as wage earners, whether they are older or younger than 15 years, and yet there are certainly a considerable number of them.

Whether the quantitative focus is on workers in the most unbearable situations (which clearly should be condemned) or simply on 'paid' young female domestic workers, there is risk of gathering statistics that give a simplified and simplistic social representation of child domestic work. This vision tends to homogenise and conceal the current diverse range of determining factors and actual practices of 'little domestics' being put to work.

We can also be certain, from looking at recent studies, that the number of young female domestic workers in urban areas in West Africa is increasing, due to:

- \* an increase in demand for young and cheap labour (Jacquemin 2007);
- \* diversifying forms of supply available in young female domestic workers ( ); and last but not least,
- \* a greater desire for autonomy among young girls in rural areas away from their village families and customary rules (Lesclingand 2004a).

## **2. Diversity in the forms of placement and employment statuses**

The categories 'child domestic worker', 'young female domestic workers', and 'little domestics' are not at all homogenous. Firstly, we must make clear that even the notion of does not sufficiently describe the contribution that these young female workers make to the economy of urban households: many of them contribute indirectly to their 'employer's' income generating activities and there are others that contribute directly. The majority of young female workers undertake a variety of tasks, which are imposed on them. This is not only due to the wide range of tasks they are asked to undertake but more generally due to the very direct link between

the domestic sphere and the world of trade, which characterises all of the informal activities undertaken by females (adults and children), which have become central to the survival strategies of urban households in West Africa (Locoh 1993, Vidal 1985, Pilon 1997, Jacquemin 2007).

This is where a typology of child domestic labour based on the nature of the tasks undertaken has its limitations (see LIDHO 1995, Veil 1998). Basing the analysis on employment methods, activities undertaken and the social relationship of the work offers greater understanding of the many different dimensions of the little domestics trend. In fact, today the different types of social relationships govern how these girls are placed and used in West Africa and they lead to many different practices, which show how the phenomenon of young female domestic workers changes in times of recession.

The typology and descriptions below are primarily based on the situation in Abidjan. Where possible I have provided comparisons with situations observed in other countries of the sub-region.

In the studies I have undertaken in Côte d'Ivoire, I have used 3 criteria to define young domestic workers:

- \* a child that carries out domestic activities and/or trade
- \* under the guardianship of an adult than one of their two biological parents;
- \* in terms of age, I opted for a sociological and generational definition of childhood in black Africa today (Verlet 1996): in my research, the generation "under structural adjustment" corresponded empirically to individuals under the age of 20.

### ***Three employment models***

The chronology of the long recession that has affected Africa and Abidjan since the end of the 1970s lies behind the development of new types of child and youth domestic employment. Before the years of recession, the majority of this workforce was made up of young girls coming from the rural extended family who had decided or accepted to send them to the city to a close or distant relative. Integral to the ancient practice of fosterage and to family solidarity, the services of 'little

nieces<sup>3</sup> was not paid work but in exchange the 'aunty' in Abidjan had to look after them and see to their training. Yet, from the 1980s, a new type of young female domestic workers appeared in urban households: the 'little niece' was replaced by the 'little maid', who was not known to the family and as a rule was paid based on a monthly salary.

The increased numbers of waged young female domestic workers who are not related and have no ethnic, regional, social or prior friendship with the person employing them is a recent trend. It marks a break in the 'family model' which prevailed previously. However, the 'little nieces' have not disappeared completely. In Abidjan today, as in Bamako, Dakar, Ouagadougou and Accra, different forms of recruitment do coexist, which can be characterised in three ways: the 'little niece'; the 'rented child'; the 'waged little maid'.

\* The first model relates to continued traditional practices of the movement of children in West Africa: collective groups of relations in rural areas accepting to entrust their child to their urban relatives as 'little nieces' working for their 'aunties' in the city, where they can be introduced to modern life through learning and sometimes schooling. The context was strong family interrelations where the persons involved knew each other personally and agreed on reciprocal duties, which were understood through both implicit and explicit codes.

The 'little niece' is never paid in cash, she is given lodging, is fed and provided with clothing and is supported in case of illness by their sponsor/guardian, who must also 'provide something' for her when she leaves: a 'suitcase' (for example her trousseau, a sewing machine, or a small contribution to her savings) to support her into adulthood. As a rule, these duties are two-fold in terms of providing for the girl (in kind and in money) and services to the girl's parents, which it is very difficult for the sponsor/guardian to get out of.

The 'little niece' model is entrenched in the symbolism of blood relations and has value due to discourse around family solidarity; but the ideology of kinship risks masking the reality or the value of the work undertaken and also dilutes the dominant relationship. This recruitment model

---

<sup>3</sup> The term 'little niece' here is used as a concept term: it suggests that a close link still exists but it does not systematically set out the exact nature of the relationship: rather than being a niece, it could just as easily be a younger sister, cousin or a friend's daughter of a member of the employer household, or it could simply be a child from the same village.

does not relate to a specific age group: there are 'little nieces' aged 5-6 years up to 20 years but the majority are probably between 10 and 16 years.

The 'little niece' model certainly still exists in the majority of cities in Mali, Burkina Faso, Ghana or Benin (known as *les petites*), but this 'family' model of recruitment through the extended kin group (fosterage) is no longer favoured by urban households. This is because, the labour provided by these young family helps is not free: the reciprocity expected has a considerable financial cost in a period of recession and also has a high symbolic cost. Now many women in Abidjan prefer to employ an unrelated girl that they pay a salary as this is much cheaper at material and symbolic level, rather than using the services of a 'little niece'.

However, it is also because many village parents now refuse to send their daughters off to work in the city according to this model: they know what the effects of the crisis are and that their daughters will work hard with no guarantee that they will be reciprocated. In fact, the 'little apprentice niece' model (sometimes even includes schooling), which is a family ideal that is still mentioned in the majority of discourse, tends now to have been replaced by the 'servant little niece' model: certainly more so now than previously their young age is linked to extortion of work and the system of exchange and socialisation is often undermined. Parents and daughters therefore prefer that girls are paid for their work in money and work with non-relatives.

\* The second model appeared in Côte d'Ivoire at the end of the 1970s. It is different from the first model in the sense that the family tie is broken: the girl remains under the guardianship of a relative/sponsor (from close or extended family) that lives in Abidjan, who gets them to the city. But instead of employing the girl herself in the city, she places her with an employer – a non-relative – for a monthly salary, which is paid to the guardian, not to the girl herself. Unlike the first model, the second employment model is paid.

The 'rented child' is distinct in that they receive non-monetary remuneration for their work from their guardian (a 'suitcase') when they return to the village, even though their employer pays for their work each month in money. It is very rare that the 'renting-aunties' spend all of the money received to fill the 'suitcase' of the girls they have placed. They often make a considerable profit through this system, especially if they have 'rented' many girls in the city.

The 'rented child' model usually relates to very young girls aged 7-8 years to 13-14 years. In Côte d'Ivoire I was able to undertake a study to trace the origins of the development of this practice, which led me straight to the Bondoukou region (north-east of the country), which is where the 'renting' channel began thirty years ago. This practice of renting young girls as domestic helps can in certain cases be compared to child trafficking and certainly represents the most obvious and cruel form of exploiting the labour of girls. Despite unanimous criticism, it continues to take place, particularly as it enables the women of Abidjan to find young maids at cheaper rates because they are so young and because of the high levels of poverty in the places they are taken from.

We must note, however, that there are certain situations where the 'renting aunties' (generally nicknamed with euphemism "mums of the maids" by rural parents) take their role of guardian seriously: they ensure a certain level of protection is given to the girls during the time they are working away from home and also that they receive decent remuneration at the end of their time working. In fact, as they place importance on their reputation and on the community's control mechanisms they do not make an unfair profit from their role as intermediary in the placement, however more often than not they do make a profit. Cases of this type have been seen particularly in Burkina Faso, where two studies showed a special type of intermediary: guardians or 'sponsors' (also known as "mums" ("mamas") (Terre des Hommes 2003, Riisoen 2004). These people, who live in the city, do not systematically go looking for girls themselves in the rural region they come from, but rather they take in young migrants when they arrive in Ouagadougou with a view to finding them employment as young maids. The guardian's courtyard serves as the place of recruitment, where employers come to recruit the girls. As well as ensuring – for 100 CFA francs per day (in 2003) – the girls are housed and fed until they find an employer (with whom they will then normally stay), these 'sponsors' play an intermediary role in the placement and act as protector for the young migrants. They also benefit from being seen as highly trustworthy by the village communities that the girls come from. The sponsors interviewed claimed to do this for free and claimed not to take from the girls' salaries, but always referred to the existence of other 'sponsors' who are not honest and who make a certain financial profit from this practice. These people are clearly harder to get interviews with.

Although here we cannot really establish whether this is really a 'rental system', we can however note that in Ghana the growing number of intermediaries placing young female domestic workers

has been uncovered. These are (extended) family members, neighbours, friends, or even informal agents ('placers') who act as go-between between the parents and the employers of young female domestic workers; this is indirect i.e. the parents and employers do not know each other (Apt 2005). Tsikata (forthcoming) indicates that this is new phenomenon in Ghana, which is very different from the fosterage, i.e. 'little niece' system: the new element is that parents now agree to send their daughter(s) to work in the city with a non-relative that they do not know, but an intermediary, who is someone that they know to a certain extent. Payment for girls who are placed in this way is often managed by the intermediaries: either they give it directly to the parents or they 'save' it to give to the girls later. No doubt there are some girls who receive their salary directly from their employer, which corresponds to the third model.

\* The third model appeared during the 1980s. In this model there are no longer family ties involved in the recruitment process for young female domestic workers. Intermediaries (placement agencies, acquaintances) act in order to create the link between 'employers' and 'little maids', unless the young girls themselves offer their services by going from house to house. Generally the girls are accommodated and fed at the employer's house and the 'little waged servant' receives and manages her monthly cash salary directly. We must note that girls recruited through this model are rarely under the age of 13-14 and often may have attended a few years of primary school.

It is important to note that this 'wage system' is not equivalent to the so-called modern sector of the economy. The salaries are low and are given arbitrarily with no social or legal protection for these young female workers and the contracts (verbal) are very precarious.

Alongside the networks for 'renting' young female domestic workers, the first placement agencies for little maids started appearing in Abidjan at the end of the 1980s, and by 2001 there were more than 50. The rapidly growing number of these informal agencies in urban areas brought about a specific market for child/youth domestic labour, which has its own locations and methods of exchange, rates and competition, ambiguous attempts at regulation, and fluctuations in supply and demand. The model of the 'little waged maid', paid directly, is linked to the emergence of this new market, and its many different structures and reasons for action is linked to a combination of economic, social and cultural factors.



It appears that these placement agencies for little maids are an 'Abidjan speciality': to my knowledge, these agencies - informal for the most part - which are well-established on the streets, do not exist, or there are very few, in other cities in Côte d'Ivoire, or in Bamako, Dakar, Ouagadougou, Cotonou or Lomé, even though the 'waged little maid' model has started to develop there as well. In Ghana these placement agencies were banned by law up to 2003 but since, many (informal and officially agreed) have been established in Accra, which mainly place female domestic workers over the age of 15. This respect for the minimum working age is also generally observed in most of the agencies (informal or otherwise) in Abidjan, following attempts by the NGO ICCB in particular to professionalise the work of these agencies. Of course other people who place the girls have a vested interest in not respecting legal regulations and continue to place young girls, as well as taking their commission from the young workers' salaries, whereas as a rule only the employer should pay this money.

Despite these disparities and the abuse of less scrupulous placement agents, I feel it is inappropriate to criticise the placement agency system as a whole, as the local media (at least the Ivoirian media) and certain local organisations or international NGOs often do. As these placement agencies are operating in the public domain they also allow for external interventions which aim to regulate these practices and to raise awareness of those involved ('placers', employers, little maids) in terms of the rights of young female domestic workers being applied more effectively. As a good example, ICCB has had some success in this sense with placement agencies in Abidjan. The issue remains of placement methods for younger girls (under 15 years), because their work is officially illegal, therefore they are in a more precarious situation.

I have very little in-depth information on this issue but the many different observations (my own and those of other researchers and students) confirm that in Bamako and Dakar at least certain organisations working to defend the rights of young female domestic workers are also playing the role of the placement agency as they serve as the intermediary between the maids and the employers, and commission charges are paid by both parties. It seems that in certain instances the organisations also manage salary payments to the young girls, making themselves once again the intermediary between the employer and the young domestic employees - sometimes they take a sizable chunk of the salary for the organisation. The maids would think therefore that their employer is paying them 10,000 to 15,000 CFA francs per month, whereas they actually

transfer 20,000 to 30,000 CFA to the intermediary organisation, who in turn transfers much less to the young worker. Of course, we may believe that this considerable profit is used to support 'little domestics' who are in difficulty?

***A variety of situations exist despite issues that all young female domestic workers have in common***

What 'little domestics' have in common with all domestic workers across the world is that they have entered into an interpersonal work relationship, where submission is created by direct supervision and which is reinforced by the private nature of the work. However, the fact that they are very young, that they live with their employer and the predominant depictions of the family model of starting work at a young age add to the uniqueness of this working relationship. These parameters form a specific form of exploitation. The girls are working with no legal status or legal or social protection and they live each day in a dependant situation, which is linked to their working conditions.

In Abidjan, I noted three common issues among young female domestic workers.

The first is the huge amount of work that they undertake, whatever their age. All observations confirm that they do between 11 and 16 hours of repetitive, often difficult and at times excessive work per day. We must note that in all of the countries the majority of young female domestic workers under the age of 15 years are live-in helpers, so potentially have to be in service 24 hours a day. Only 'waged little maids' regularly have days off: at best, they get two weekends off per month.

The second common issue is that they are permanently out-of-school children. They may have been to primary school for a few years or they may have never been to school. These young girls and adolescents have no possibility of being able to benefit from school level or professional training, especially because they work all day and because the current state of the education system. In Abidjan, only a few of the 'little nieces', who are classed as an 'apprentice' (i.e. they have the full benefit of the reciprocal system, which in principle is inherent to this type of fosterage), are educated: Often they attend school part-time. However, it seems that in other West African countries, Senegal and Ghana in particular, more young female domestic workers

are able to combine domestic employment and school. In this way, 32% of child domestic workers in Accra and Kumasi were in school (ILO, 2004-b): there was no indication of the employment status of these 'little domestic', but it was stated that unsurprisingly these working children attended school less regularly than other children.

Finally, the third thing "little domestics" have in common irrespective of the type of employment is the way in which adults (employers, middlemen of placement, politicians, journalists) refer to the family model. According to this model the youngest females are put to work by the eldest ones. Reference is made specifically to an idyllic vision of the 'little niece' model, which is presented as being exempt from all negative connotations and prejudice (quite the opposite in fact). This discourse formulated by adults is often used to mask exploitation, to deny the value of the work undertaken and to ease the dominant relationship, using well-known paternalistic relationships. Young domestic workers themselves make reference to how they're like a 'family': whether it is felt or claimed, it expresses their needs for affection, protection, education, recreation and respect.

### ***A variety of situations***

We must acknowledge the heterogeneity of the conditions for 'little domestics': they are not all 'little slaves'. An analysis of the actual work undertaken and the relations between employers and domestic workers demonstrates a great diversity, but also shows how complex these situations are – with brutal forms of exploitation and extreme verbal, physical or sexual violence at one end of the spectrum and more or less harmonious contractual relationships or relations that reflect the family ideal at the other end.

In order to represent the variety and evolution of these practices, conditions and paths surrounding the three recruitment models, I have identified various different types of young female domestic workers: 'little nieces' may be 'apprentices', 'subjugated' or 'rented'; 'rented children' tend to be 'commoditised' or 'trafficked'; and 'little waged servants' 'paid' or 'overexploited'.

Although it is impossible to generalise, it is important to examine the issues underlying how the young domestic worker is treated in general (verbal and physical treatment, food, living conditions

and time for relaxation) and the type and quality of work they carry out (transfer of knowledge, working conditions and remuneration). These issues are closely connected to the girl's age, her relationship with the 'aunty'/employer or the head of the household, the number of residents in the house, the employer's main activity and also other idiosyncratic factors such as the level of 'kindness' of the boss. Finally, the ( 'little niece', 'rented child', or 'waged little maid') linked to the way in which they were recruited and the type of pay that the girl's work generates, is a distinguishable variable: it determines whether or not the young worker has access to money and it affects directly, or in part, the possibility of leaving, particularly if the conditions are really too hard (Jacquemin 2002).

When envisaging protective policies, it is crucial to draw a parallel between the three recruitment models and particular outcomes for the girls. Given the empirical evidence of variation in the girls' experiences, it is too simplistic to assume that the practices related to domestic help are homogenous. Likewise, it cannot be assumed that one recruitment model results in better working conditions and treatment than the others, or the opposite that one model carries higher risk of exploitation and mistreatment. Of the 'little nieces' and 'rented children' who were placed by a aunt, many examples confirm that the family institution is not necessarily a guarantee of better treatment. Also, in other domains, the media – the European media in particular – is full of various sordid facts showing that the family is not always a place where children are protected.

Since all the combinations and nuances are possible and exist, it is essential that we refrain from representing the 'little nieces' as being less exposed to abuse and to bad treatment than 'waged little maids' who are not relatives, and that they are less badly treated than the 'rented children', or any other generalisation of this kind. Neither the description of the tasks they undertake nor of what takes place each working day or week alone can characterise little domestics as 'little nieces', 'rented children' or 'waged little servants'. However, this distinction does have a considerable effect on their daily lives, on their prospects for the future, on what they do and on the image they have of what they do (Jacquemin 2004).

It is also often the case that a young girl will successively have two or three different statuses of employment throughout her 'career' as a domestic child. Below is a biography which demonstrates this.

### **3. Employment paths of young female domestic workers**

It is rare that a 'little domestic's' trajectory of working in the city follows a linear path. There are considerable variations linked to age, which correlate with a greater capacity to negotiate and to get by. The study that is summarised below was undertaken in Abidjan. Currently, to my knowledge, there is no available data on this issue, which would allow us to compare the employment paths of young female domestic workers in other capital cities in West Africa.

#### ***Case study - Assana's story as a typical trajectory***

At the time of our interview (2001), Assana was 18 years and had been working in her second position as a 'waged little maid' for five months.

She was born in 1983 in a village in eastern Côte d'Ivoire. She is the twelfth and youngest child and both her parents are farmers. Her parents did not allow her to go to school as they could not afford it and she still wishes she had been able to go. She was seven years old when one of her older sisters, who was living in Abidjan, came to take her to introduce her to city life.

"My sister brought me up. She was all alone in Treichville, so she came to get me. I had started to do some work with mum in the village but it was my sister that taught me how to do things around the house: at the age of eight years I knew how to sweep, wash plates and pots, and she also showed me how to do the laundry. Apart from that I didn't do anything, I was with my sister at home" (Assana, 9 March, 2001)

The young girl stayed with her sister for four years. Her sister was single and had no children and she ran a small scale food business from her house. Assana has good memories of this period and had three friends, who she still saw in 2001. Because she preferred having fun with her friends and she found work tiring Assana refused to do the household chores her sister asked her to do. Her sister tried hitting and insulting her but as this did not get her 'little niece' under control she decided to find her a job as a maid.

"That is how I started work: but it wasn't because my sister didn't have any money; she wanted me to learn how to work because when I was at home I refused to do certain things, well actually lot of things! For example, if she asked me to wash the dishes I would often refuse to and if she asked me to sweep I wouldn't do it! So one day she said that was

it; she was going to send me to someone so I would do some work! That is how I ended up starting work." ( ).

So at the age of twelve years Assana's sister placed her as a 'rented child' with a woman in the neighbourhood who sent her out to sell iced water in the area from 6.30am to 5.30pm. She was paid 5,000 CFA a month, all of which she gave to her older sister when she went to spend her weekend off at her house once a month. Her boss also employed another young female domestic worker to carry out household chores: so on top of her various street trading tasks she only had to do her own laundry. She stayed in this job for two months until an aunt from her father's side came to her employer's house to take her to her own house to "look after her children".

Her aunt worked as a seamstress at home and lived in the same neighbourhood with her husband (a driver) with their two children (7 and 10 years old), the eldest of whom attended school. Assana was in charge of all the household chores (cleaning, washing the dishes) apart from the laundry, and got the children washed and looked after them, particularly the young girl (who did not go to school). She also helped her aunt to prepare the meals. In accordance with the 'little niece' model, she received no money for this work but her aunt bought her clothes sometimes. After a few months, one of Assana's older sisters (same parents) came to get her and took her straight to a "friend" of hers who was looking for a young street trader.

For two years (1995-1997) Assana worked again as a street trader selling iced water for this woman, who ran a small scale business. This was her main activity: domestic chores and placing the water in bags was carried out by her employer's daughters, two adolescent girls who had dropped out of school. Although she was not a relative the woman employed Assana as a 'little niece': she accommodated, fed and cared for her and replaced her sandals if she needed new ones and gave her dresses her daughters had grown out of and money to pay for her braids (500 to 1000 CFA per month). Assana thought it was perfectly normal that her 'auntie' (employer) did not pay her: "No! She is my sister's friend". After two years, Assana was tired of walking in the sun every day from 6am to 4/5pm selling 100-150 bags of water. She spoke to her sister who had placed her and she agreed to speak to her friend. Assana stopped working for her that month and the day she left the 'auntie' gave her seven sets of good quality wax fabric.

At the age of 14 years, Assana then spent a few months living with this older sister and "helped" her with domestic chores, looked after her youngest child (3 years old) and learnt how to cook.

Once she had taught her youngest sister how to cook, her "older sister" placed Assana as a 'rented child' with an old female trader in the neighbourhood who lived alone with one of her youngest daughters (who was studying at secondary school). As well as undertaking household chores (cleaning, laundry, doing the dishes, shopping and cooking); Assana had to put bags of water and ginger juice together each day, which her employer sold in her shop. She didn't have any weekends off but went to visit her older sisters, who lived very near her place of work, various times a week. Assana gave all of her monthly wages (8,000 CFA francs) to her older sister who had placed her and who used to buy her cloth and plastic sandals. On top of her 'bed and board' the only other thing her employer covered was soap. Even though Assana remembers her as a "very kind woman", she didn't ever give her any presents. After seven months, Assana had to leave again suddenly as the sister who had placed her had to travel inland and she put an end to the contract so that the young girl could return to her house to look after her children and help with the housework in her absence.

When she returned to Abidjan her "older sister" found Assana a new job with another female trader in the neighbourhood. She was a single woman with no children and required only that Assana carry out household chores and stay at her house while she went to work at the market: she paid 8,000 CFA a month to Assana's sister, who bought her some clothes. But the girl, now 15 years old, did not get along with her employer. She could not put up with her criticising her and shouting all the time. Assana told her sister she wanted to leave. At the end of the month once her salary was paid her sister agreed for her to go home to the village to see her mother. Assana spent three months in the village, had some time to relax and helped with housework and work in the fields.

At the end of 1998, she returned to Abidjan to live with the sister who originally brought her to the city in 1990. After a few weeks she placed her in the service of a woman who was a wage earner living alone with her nephew, who was an apprentice mechanic. Assana undertook all the domestic chores – her sister had negotiated a salary of 10,000 CFA francs, which Assana gave to her each month. Apart from paying once for her hair to be plaited, for some ('low heel') shoes and

a set of fabric, which she sewed for her for the Tabaski festival, her sister who placed her refused to pay for things for Assana:

"My sister took the money and didn't buy anything for me. Even when my plastic shoes broke she refused to pay: I had to argue over 200 CFA francs! Even though it was my own money."

Assana was fed up with the system and "tired out" by her employer shouting and always finding something to criticise about her work ("even though I was doing the work well"), after a year and a half she decided, with encouragement from a 'little aunty' who was the same age (17 years) and had worked as a 'waged little maid' for two years, to earn "money for herself". Her sister would hear none of it ("I argued endlessly with my sister") so Assana put a plan together with her 'little aunty' to find (through a neighbour) work as a 'waged little maid', which started the following month in another district of Abidjan. She then explained to her employer that she had to urgently return to the village and got her approval to leave five days before the end of the month, which she did not tell her sister about. She took her monthly salary and went straight to the village to tell her mother about the problem. Four days later her mother sent Assana off to Abidjan alone and assured her that she would speak to her daughter soon and that Assana could now work for herself. A few weeks later, their mother's mediation put an end to the arguments between the two sisters.

In her new job, Assana worked for a couple of low wage earners who lived with their three children (aged 5, 12 and 24 years – two in school and one a student). She negotiated the monthly salary of 15,000 CFA herself. Each day from 5am to 10/10.30pm she carried out household chores, looked after the youngest child when she was not at school, took her to school and carried other chores at the request of members of the household (going to the shop, ironing a shirt for an outing, braiding the child's hair, etc.). She had one weekend off per month, which she spent "with her family" in Treichville, or she met up with her childhood friends or her 'little aunty'.  
The



A few months later she left her employer saying she was going to visit her mother, but in fact went with her 'little aunty' to meet her future employer, to whom Assana offered her services for 15,000 CFA francs a month. After a successful one-day trial Assana started her second job as a 'waged little servant', which is where I met her five months later.

"What do I like about it here? It's good and it's not too hard, there is not too much work, and I like it like that. My auntie [employer] is kind to me, for example the other time you came to see her, I had toothache that day and she gave me some tablets and told me to get some rest and she prepared [the meal] herself. She gives me presents too: clothes, and sometimes she gives me 2,000 francs as pocket money [...]. And I am very free too: my little aunty comes to see me and my mother also came here last month, and even my boyfriend can come sometimes - I ask and often auntie doesn't mind. I can go out too and walk a bit. I go and chat to the security man in the building or go to the Adjamé market, I ask her [...]. And at the weekend too. The first day I arrived,

however as her employer had asked the new lodger to add 7,500 CFA to her salary. She was waiting as the woman had still not said or given her anything. Assana did not know what profession this woman was in but she was sure of one thing: she was not going to go and sell anything for her.

'Little niece', 'rented child', then 'little niece' again and then 'rented child' before freeing herself and becoming a 'waged little maid': from the age of 7 to 18 years Assana went through the different employment statuses of young female domestic worker. In this way, her situation is exemplary and her story is in no way exceptional: there are lots of other stories of this kind. I presented Assana's story because it was very well documented as the quality of information is linked to exceptional conditions for investigation: as soon as I met her employer, she suggested I interview "her girl" and told me I could come whenever I wanted, even if she was not there. As she had approval from her employer and she was curious in my approach, Assana – who in addition was not always overloaded with work – did not hesitate to agree to take part in the study. Once she realised that I was interested in details and qualitative data she made a real effort to be precise and as time went on she was even enthusiastic about my suggestion to return for a second interview.

Other stories of the lives of 'little domestics' are very similar to Assana's but for various reasons, linked directly to the situational context of the study and the oppressive living and working conditions of the interviewee, they are much less detailed.

The stories of these young female domestic workers show that during their employment (which generally lasts 2 to 5/6 years and the maximum is 10 to 13 years for girls that start very young) they may or may not have various different employment statuses. Very often these girls will in fact have various statuses, which means that following their time working in the city they are able to provide a critical overview – in hindsight at least – into the different forms of recruitment and the associated advantages and disadvantages. Parents in the village often only know the details of their daughters' employment paths afterwards and subsequently some of them attempt to put strategies in place to "give security" to their daughters' future urban migration for work, or at least maximise the chances of them bringing back substantial income of some kind.

#### **4. Parental strategies**

### ***Deteriorating conditions***

Stories told retrospectively by 'little domestics' show that the status of these young migrant workers has deteriorated. In general in Côte d'Ivoire, village families state that over the last twenty years there has been a significant deterioration in the economic and social issues relating to girls' urban migration. However, as living conditions in many rural areas have changed for the worse, families are forced to send their daughters to the city to work. However, in the north-east of Côte d'Ivoire, for example, it seems that more and more often attempts are being made by parents to limit the negative effects of their daughters' time in the city and they are keeping more young people in the village.

We will look briefly here at the three main areas cited by parents as leading to deteriorating migration conditions for young girls working as little domestics:

- \* "Increased distance". In the Bondoukou region parents have noted a decrease in the number of city-village exchanges during their daughter's stay in the city. They receive less news, their daughters' visits to the village have become more unpredictable, and above all there are greater restrictions on payment (in money and in kind).

- \* The contents of the "suitcase" that young migrant girls return to the village with is certainly the most significant issue in terms of the 'little niece' and 'rented child' systems being weakened according to the parents in north-eastern Côte d'Ivoire. Many girls receive a suitcase that is incredibly light for the 2 to 5 years they have spent working in the city....when they don't return to the village completely empty handed. The 'renting-aunties' from the extended family are criticised in particular for this abuse. Nobody is fooled by the profits they reap from this system of renting young female domestic workers.

- \* Girls being mistreated, unwanted pregnancies and AIDS. All villagers have heard terrible stories from within their circle of little domestics who have been badly treated in the city by their employers: appalling living conditions, verbal and physical violence, being deprived of meals, and sexual abuse by men from or around the household. Over the last fifteen years, families from the north-east of Côte d'Ivoire have seen an increase in the number of young migrants returning to the village pregnant. These unwanted pregnancies are often complicated by clandestine attempts to abort the baby, which put the young girls' lives at risk. Finally, many young domestic workers

now return to the village to die of AIDS. There have been many observations showing that a large number of young female migrants are returning from their stay in the city "very ill".

***Strategies developed by parents and daughters to make migration for domestic work safer***

Village parents are aware that girls now have the possibility of gaining work that is paid directly in the city: this model of recruitment is now the favoured method, by both parents and daughters. In this way, many villagers wait until their daughters are at least 13-14 years before allowing them to go and work in the city as 'waged little maids'.

Or if they agree for a young girl to go to the city, the parents decide that they will only send their daughters to relatives living in Abidjan. By deciding to tighten the family link between the young migrant and their guardian they feel they are increasing their chances of having a good migratory experience in financial terms and there will be "control" in terms of social and health issues. The idea being that the urban guardian will want to retain a good reputation in the village, so they will not want to stray from their reciprocal family arrangement.

In addition, there have been reports of some cases in Côte d'Ivoire where the parents (usually the mother) decide to accompany their daughter themselves to Abidjan and take them to a relation that in practice becomes their guardian (or sponsor). The purpose of this for the parents is to demonstrate that if necessary they could return to get news of their child themselves and to "control" the conditions of the placement, and above all their pay.

If their financial situation allows it many village parents refuse to let their daughters leave for the city.

Over the last ten years, the introduction of women's cooperative groups (GVC) that produce food or handicrafts, improved access to microcredit for women, as well as attempts by UNICEF, governments and NGOs to promote education for girls in remote regions, have all strengthened this desire to keep girls in the village, particularly the youngest ones. Increasingly there are also awareness raising activities to inform parents and children of the many problems linked to the migration of young female domestic workers.

In villages in north-eastern Côte d'Ivoire, men now encourage women to reduce the number of young girls migrating to the city. We are seeing a shift in gender relations regarding the decision to send girls away: in the past, men let women manage this issue and had to accept sending the girls off to "try their chances" in the city because they were unable to suggest satisfactory alternatives. But a recent development of new cash crops (cashew nuts) generating new income has allowed men to have more influence over the plans for children's and youth's urban migration.

However, despite some improvements in the financial situation at the end of the 1990s, collective family groups have also experienced problems stopping the migratory flow of girls to the city. On the one hand, despite disillusion that the real conditions of return for some migrants had not come to fruition, the poorest parents say they were "obliged" to continue to send their daughters off: they were "trapped" by their extreme poverty...

On the other hand, the young girls themselves do not always agree with the new point of view of their parents, who try to stop them from moving to the city. Adolescent runaways going against their parents, who forbid them from going to work in the city, have been reported all over the sub-region. These girls are certainly more exposed to the domestic exploitation trafficking networks. However, empirical evidence from Côte d'Ivoire shows that these young girls manage to organise migration for work outside of parental control through their personal networks and that this happens in relative safety: although they are not protected from exploitation in their work, they are nevertheless avoiding the most abusive practices, particularly that of child trafficking. We can clearly see here that young girls from rural areas are developing the desire to act autonomously in comparison with village practices and activities. For these girls urban migration is an important source of change, not only in terms of their family and customary rules but also in terms of demographic and matrimonial behaviour (Lesclingand 2004 b).

### **To Conclude?**

This document aimed to demonstrate the diverse nature of the 'little domestics' phenomenon in West Africa. Extreme working conditions clearly must be criticised and opposed. But far from the simplistic and sensationalistic representation of young female domestic workers as 'young slaves' who are victims of trafficking, I wanted to demonstrate the main aspects of a complex practice,

which is both well-established and is undergoing transformation due to, amongst others, the effects of growing urbanisation, economic recession, developments in female economic work and globalisation.

Temporary migration among girls and young women to undertake domestic work in West Africa is clearly not a consistent trend and variants can be seen in terms of the practical details, the effects and the implications. Due to a lack of concrete information, there is little discussion in this article on the difference between seasonal migration for domestic work (which appears to be high in Burkina, Senegal and Mali) and non-seasonal migration (which is more dominant in Côte d'Ivoire, Ghana and Benin).

My research in Côte d'Ivoire has enabled me to discover the diverse nature of the employment statuses of young female domestic workers and to demonstrate for the first time the existence of a specific market for juvenile domestic service. Yet it is here that a common trait becomes clear from all of the studies (of which the number has increased over the last few years) undertaken in West Africa: juvenile domestic service has become a business. There is no sense in demonising this development in itself: for example, the recent introduction of a wage system for young domestic workers has given a market value to the work and, as a result, a wage to the young person undertaking it.

By way of conclusion, we must bear in mind that domestic workers – women as a majority – remain a neglected category of workers. We must therefore highlight the need (or the urgency?) to undertake in-depth research – qualitative and quantitative – into the issues of child and youth domestic workers. Exploring what has become of ex-little domestics would be a useful angle, particularly in terms of capturing and understanding explanations behind the reasons for the varying employment paths.

## Field Work and Methodology

In order to study the many different dimensions of the use of young female domestic workers and to document how the practices change, it is essential to integrate a micro-economic and micro-social description of certain situations, varied experiences and concrete examples to a broader macroeconomic and historical approach. Different types of sources have also been combined to enable me to build on my doctoral research on the service of young domestic workers in Abidjan.

There is still very little documentation of the issue of child domestic labour (or that of women in general). I have nevertheless been able to work from diverse written sources, which have overcome to a greater or lesser extent this issue (statistical data and demographic, anthropological and sociological studies of the organisation of households, migratory movement, the "informal sector", activities of women and schooling of children.....). They have provided a framework to the studies I personally carried out over 12 months on the ground, split over three trips (1999, 2000 and 2001). This practice of returning various times, which I thought at first may complicate the study, actually proved to be very effective and adjusted to the temporal nature of the subject matter, particularly in terms of observing young female domestic workers, the growing number of placement agencies and following the growing media attention given to the trend.

The oral sources were the first part of this research. They enabled me to explore the daily and domestic ways of life, to serve as biographies, and to describe practices and behaviour, but also to understand what links them (opinions, values, symbols). I chose an entirely qualitative method using an ethnographic approach (in-depth observations, semi-structured and unstructured interviews, life stories) and favouring close observation of what was going on in places where many people were interacting: mainly homes, but also markets, small scale street traders, scrubland, placement agencies, the ICCB office in Abidjan and more for fact-based purposes; official meetings celebrating children's rights, forums on helping children in difficulty, etc.

By personally spending a lot of time on the ground and through repeat visits I had access to a greater understanding of the standard framework of the experiences and it meant I could build up a relationship of trust with the people interviewed. Being a white sociologist learning on African soil had the advantage of inspiring my thoughts on the situation of fieldwork, and particularly on the illusive possibility of being in the neutral position of researcher in the social sphere I was studying.

The majority of the difficulties encountered during this study – particularly in terms of getting access to young female domestic workers and giving them a chance to have their voice heard, which is sometimes forbidden, and also in terms of gaining the trust and interviewing professional placement intermediaries (whose activities – which are often illegal and sometimes clandestine – are regularly criticised by the local press) were overcome by developing an intermediary system to get in touch with the interviewees. It was therefore necessary to question and control the effect that working with these intermediaries could have.

In total, the whole study is composed of 173 interviews, 101 of which have voice recordings. Most were carried out in Abidjan, but some were done in the Bondoukou region (in the north-east of Côte d'Ivoire), and these interviews were undertaken with a diverse range of households and people: employers of young female domestic workers (30); girls either working as 'little domestics'

or who had worked previously as in that role (51); placement/recruitment intermediaries (27); village parents who have girls working as 'little domestics' (5); and various people working directly or indirectly with the young domestic workers phenomenon (NGO managers, international bodies, organisations, Ivorian ministers, journalists).

## References

Adihou, A.-F. (1998) *Le phénomène des enfants domestiques en Côte d'Ivoire*, Anti-Slavery International/Enfants Solidaires d'Afrique et du Monde, Londres/Cotonou.

Aduayi, R-D. (2004) *Le phénomène des enfants domestiques en Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal, Montréal Québec (Canada).

Anti-Slavery International/WAO-Afrique, (1994) *Le phénomène des enfants domestiques en Côte d'Ivoire*, ASI/WAO-Afrique, Lomé.

Antoine, P. et Herry C. (1982) *Le phénomène des enfants domestiques en Côte d'Ivoire*, Direction de la Statistique, ORSTOM, Abidjan.

Antoine, P. et Guillaume A. (1986), Une expression de la solidarité familiale à Abidjan : enfants du couple et enfants confiés', *Revue de Démographie et Économie* (Colloque de Genève, septembre 1984), Association internationales des démographes de langue française, pp. 289-297, Paris.

Apt, N. A. (2005) *Le phénomène des enfants domestiques en Côte d'Ivoire*, UNICEF.

Barrere-Maurisson, A. (1984) *Le phénomène des enfants domestiques en Côte d'Ivoire*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Beauchemin, C. (2002) 'Des villes aux villages : l'essor de l'émigration urbaine en Côte d'Ivoire', *Revue de Démographie et Économie* (624) : 157-178.

B.I.C.E. (1998) *Le phénomène des enfants domestiques en Côte d'Ivoire*, B.I.C.E., Côte-d'Ivoire, Abidjan.



- BIT (2007) \_\_\_\_\_, Bureau International du Travail, Mali.
- BIT-IPEC/ République de Côte-d'Ivoire / INS (2008) \_\_\_\_\_ – 2005, Abidjan.
- Black, M. (1997) \_\_\_\_\_, Anti-Slavery International, Londres.
- Busia, N. (1992-1993) 'Domestic Servants in Ghana', \_\_\_\_\_, 13 (8): 81-87.
- Chadeau, A. et Fouquet A.(1981) 'Peut-on mesurer le travail domestique?', \_\_\_\_\_, n° 136: 29-42.
- Charmes, J. (1996) 'La mesure de l'activité économique des femmes', in T. Locoh \_\_\_\_\_ (éd.), \_\_\_\_\_, CEPED, Document et Manuel (5) : 35-44, Paris.
- Diallo, A. (2009) \_\_\_\_\_, Mémoire de Master 2 en anthropologie (en cours de réalisation), Centre d'Etudes africaines, Paris.
- Diop, R. (1992-1993) 'The sale of child labour in Côte-d'Ivoire', \_\_\_\_\_, 13, (8): 79-96.
- Effa, J. (1996) \_\_\_\_\_, Constitutional Rights Project, Lagos.
- ENDA, TIERS-MONDE(1993) \_\_\_\_\_, Enda-Editions Dakar.
- \_\_\_\_\_. (1996) \_\_\_\_\_, Enda T.M. Jeunesse Action/ Gouvernement du Sénégal, B.I.T., UNICEF, Dakar.
- Ghana Statistical Service (2003) \_\_\_\_\_, Accra.
- Hashim, I. (2008) 'Gendering Children's Migration: the impact of gender on processes and experiences of migration', communication at the \_\_\_\_\_, DRC on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex, Brighton, 6-8<sup>th</sup> May 2008.

ILO (2004a),  
International Labour Office, Geneva.

ILO (2004b)  
International Labour  
Office, Geneva.

Jacquemin, M. (2002) 'Travail domestique et travail des enfants, le cas d'Abidjan (Côte-d'Ivoire)',  
XLIII (170): 307-326.

\_\_\_\_\_. (2004) 'Children's Domestic Work in Abidjan, Côte-d'Ivoire. The  
floor', 11 (3): 383-397.

\_\_\_\_\_. (2006) 'Can the Language of Rights Get Hold of the Complex Realities of Child Domestic  
Work ? The Case of Young Domestic Workers in Abidjan, Ivory Coast', 13  
(3): 389-406.

\_\_\_\_\_. (2007)  
Thèse de doctorat de sociologie, Ecole des Hautes Etudes en Sciences  
Sociales/Centre d'Etudes africaines, mai 2007, Paris.

Le Pape, M. (1997), Karthala, Paris.

Lesclingand, M. (2004a) 'Nouvelles stratégies migratoires des jeunes femmes rurales au Mali : de  
la valorisation individuelle à une reconnaissance sociale',  
(55): 21-42.

\_\_\_\_\_. (2004b)  
Thèse  
de doctorat de Démographie économique, Paris.

L.I.D.H.O. (1995)  
Abidjan.

Locoh, T. (1993) 'Les familles africaines face à la crise', A  
166: 3-14.

- OIT (2007)  
 , Organisation Internationale du Travail,  
 Genève.
- Pilon, M. (1997)  
 , CEPED/ENSEA-INS-ORSTOM-URD, Paris.
- RIISØEN, K.H. (2004)  
 , Fafo Institute for Applied International Studies, Fafo-report 440.
- Some, S (2006)  
 , Mémoire de Master 1, Département de Sociologie-anthropologie, Université de  
 Lille.
- Terre Des Hommes (2003)  
 , Terre  
 des Hommes-Burkina Faso.
- Tsikata, D (forthcoming)  
 , Conditions of Work and Employment Series, No. 23, ILO,  
 Geneva.
- Vandelac, L . (1985)  
 ,  
 Editions St Martin/Syros, Montréal/Paris.
- Veil, L (1998)  
 , UNICEF, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre,  
 CEPRASS, Abidjan.
- Verlet, M (1996) 'Grandir à Nima (Ghana) – Dérégulation domestique et mise au travail– ', in B.  
 Schlemmer (dir.), , Karthala-ORSTOM, Paris.
- Vidal, C (1985) 'L'artisanat féminin et la restauration populaire à Abidjan', Bisilliat, J. .  
 (éds), , Éditions de l'ORSTOM, Paris.
- Vidal, C, Le Pape, M, (1986)  
 ,  
 CNRS/ORSTOM, Paris/Abidjan.

Waring, M (1996)  
par Terre Nash.

, documentaire réalisé